

## DOSSIER

Oppressions,  
exploitation : quelle lutte  
pour l'émancipation ?

page 8

## PREMIÈRES LIGNES

Grève pour les salaires  
à Disneyland Paris

page 10

## CULTURE

Vos livres de l'été

page 12

## NPA JEUNES

Travail saisonnier,  
exploitation exacerbée

page 16

# RÉVOLUTIONNAIRES

03 • ÉTÉ 2023 • 2€ • LE JOURNAL DU NPA POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



## ÉDITORIAL

**Naufrage en Grèce :  
les morts sont  
en mer, mais les  
assassins sont à  
la tête des États  
européens**

**6**00 morts. Des hommes, des femmes, des enfants, entassés dans un mauvais rafiôt, piégés au fond d'une cale pour la plupart, ont été engloutis mercredi sous les yeux des garde-côtes grecs et de l'agence Frontex, responsable des frontières de l'Union européenne. Prévenus au moins 24 heures avant le naufrage, ils les ont laissé couler. Le bateau, disent les autorités grecques, « ne désirait pas être secouru ». Qui peut le croire ! Depuis des années, ces mêmes autorités, grecques ou européennes, rejettent directement à la mer les personnes qui demandent secours et asile.

### LES MEURTRIERS SONT DANS LES GOUVERNEMENTS ET SERVENT LES PATRONS

C'est avec le même cynisme que ces responsables se défont sur les passeurs qu'ils accusent de profiter de la misère humaine. Mais c'est en rendant les routes de plus en plus dangereuses, surveillées, impraticables et ultra-violentes, que les gouvernements européens font prospérer les mafias qui les contournent moyennant le racket de leurs victimes. Ils sont au moins complices, et même donneurs d'ordre. C'est ainsi que Giorgia Meloni, la cheffe du gouvernement italien d'extrême droite, a rendu récemment visite à un des seigneurs de la guerre en Libye, le maréchal Haftar, pour négocier le prix de la sous-traitance des camps de réfugiés, ces bidonvilles entourés de barbelés. Mais qui a intérêt à ce genre de négociations ?

SUITE PAGE 2 >>

Les chiffres de la honte

L'histoire de l'humanité,  
une histoire des migrations

Migrer pour survivre

Français, immigrés, sans-papiers :  
mêmes patrons, même combat !

La gauche et l'immigration :  
hypocrisie et compagne

Contre leur Europe forteresse,  
liberté de circulation et d'installation

Un mouvement qui a remis les  
travailleurs au centre du débat

Des possibilités d'explosion sociale  
que l'intersyndicale s'est efforcée de  
contenir... jusqu'à la prochaine étape ?

#### DÉBAT UKRAINE

page 5

La guerre en Ukraine, en débat

La seule guerre à mener,  
c'est la guerre contre les capitalistes !

#### INTERNATIONAL

pages 6-7

Manifestation à Tunis contre  
la chasse aux migrants

Iran : la détermination et la patience  
de la classe ouvrière

État espagnol : le chantage à  
l'extrême droite n'annule pas  
les politiques antisociales

Au Chili, « on se prépare à de nouvelles  
confrontations de classes »

Turquie-Europe : donnant-donnant  
sur le dos des populations

Sénégal : vingt-trois manifestants  
tués par la police

#### DOSSIER

pages 8-9

Oppressions, exploitation :  
quelle lutte pour l'émancipation ?

Aux origines des prides :  
les émeutes de Stonewall

Argentine : le mouvement LGBT et  
les révolutionnaires

Lois anti-trans aux États-Unis

Metz, « Même repeint en arc-en-ciel,  
le capitalisme est criminel »

#### PREMIÈRES LIGNES

pages 10-11

À La Poste, face à une répression  
qui monte de plusieurs crans,  
une résistance coriace

Disneyland Paris :  
« Working Class on Parade »

Mouvement pour les retraites : un comité  
de grève chez les cheminots de Strasbourg

Renault, chômage et salaires amputés :  
quand les travailleurs paient la note  
des choix des patrons

Restructuration et capitalisme vert : après  
Renault, maintenant PSA-Stellantis

« Réindustrialisation » et « transition éco-  
logique » : l'État au service du patronat

#### CULTURE

pages 12-13

Lectures d'été... des livres pour s'évader !

#### VIE DU PARTI

page 14-15

Du NPA au « Forums » pour construire  
un nouveau parti

Cet été à Barbaste, quatre jours  
pour changer le monde !

Le NPA était aussi à la Fête de  
Lutte Ouvrière

Le NPA se déploie... et ça se voit !

#### NPA JEUNES

page 16

Travail saisonnier, exploitation exacerbée

Face à l'urgence climatique, il faut  
une « décennie révolution » !

## » SUITE DE L'ÉDITORIAL

### NOUS SOMMES TOUS DES IMMIGRÉS

Celles et ceux qui sont morts en tentant de passer en Europe, poussés par la guerre, la misère, les catastrophes écologiques et l'espoir d'un avenir meilleur n'étaient pas des étrangers. Qui d'entre nous ne connaît pas un aïeul, un collègue, un parent, un proche, qui a rompu tous ses liens avec son pays, sa ville ou son village, en quête d'un avenir meilleur, sous la menace de la guerre, de la faim, des persécutions ? C'était hier, ou c'était avant-hier. Nous sommes tous et toutes des immigrés ou des enfants d'immigrés. Accueillir toutes les personnes qui le demandent, ouvrir les frontières, c'est un droit humain et devrait aller de soi !

### OUI, NOUS POURRIONS

#### « ACCUEILLIR TOUTE LA MISÈRE DU MONDE » !

Nous n'aurions pas les moyens « d'accueillir toute la misère du monde » ? Mais le seul budget annuel de Frontex devrait atteindre 845 millions en 2023 ! Dans le même temps, les budgets militaires explosent et atteignent plusieurs centaines de milliards dans toute l'Europe, autre conséquence meurtrière des frontières et de la concurrence acharnée entre grands capitalistes. Et il n'y aurait pas de quoi développer des infrastructures d'accueil décentes, des services qui seraient utiles à tous ? D'autant que cet argent-là n'est qu'une goutte

d'eau dans l'océan des profits qu'il sert à protéger : en France, les seuls actionnaires des entreprises du CAC 40 ont encaissé 68 milliards de dividendes l'an dernier ! Et que dire de l'immensité du gâchis et de la misère que ce système répand ? Un système absurde qui, pour se maintenir, doit découper des frontières entre les peuples alors qu'ils produisent et consomment en commun des marchandises qui circulent déjà librement.

### CAR NOUS POURRIONS METTRE FIN À CE MONDE DE MISÈRE !

Macron, Darmanin et tous les autres veulent nous faire voir dans tout réfugié une bouche à nourrir ? Mais ils disent la même chose de nos anciens pour nous faire travailler deux années de plus ! C'est la même logique. Pas de frontières entre les démagogues xénophobes qui gouvernent ou qui postulent à gouverner ce système. Jusqu'à la gauche institutionnelle, dont la plupart des dirigeants sont restés silencieux lors de l'opération de déportation menée à Mayotte le mois dernier.

Exiger la liberté de circulation n'est pas simplement lutter pour un droit humain, c'est un devoir politique : les frontières tuent en mer, elles nous paralysent et nous divisent ici même. Face au torrent de xénophobie qui est déversé par en haut, il est d'autant plus impératif de nous rendre audibles et offensifs. En en discutant autour de nous, et en rejoignant tous les rassemblements qui auront lieu dans les semaines à

• 18/06/2023

# Les chiffres de la honte

La mort de probablement 600 migrants coincés dans la cale du bateau qui a fait naufrage au large des côtes grecques a partout créé une émotion. En Grèce, des manifestations ont réuni plusieurs dizaines de milliers de personnes contre la politique indigne de l'Europe face au drame des migrants. Selon les chiffres du projet Missing Migrants de l'Office international des migrations, entre janvier 2014 et juin 2023, 27 047 migrants sont morts ou ont été portés disparus au cours d'une tentative de traversée de la Méditerranée. Dont 1 120 enfants. Près de 3 000 migrants par an. Et il ne s'agit ici que des chiffres connus, les véritables chiffres étant sans doute bien plus élevés.

Il y a des naufrages quotidiens, qui sont autant de drames pour les migrants et leurs familles. Et, parmi eux, des catastrophes à grande échelle, comme le naufrage de la semaine dernière au large des côtes grecques avec 600 morts ou disparus :

- 19 avril 2015 : un chalutier transportant près de 900 personnes avait chaviré près de la Libye. Plus de 800 personnes sont mortes.
- Octobre 2013 : au large de l'Italie. Il y a eu 366 morts, dont de nombreuses femmes avec leurs enfants, coin-

cées dans les cales d'un bateau de pêche.

- Juin 2016 : au large de la Crète. Au moins 320 personnes ont perdu la vie dans le naufrage d'un bateau qui transportait près de 700 personnes.

Il y a aussi ceux qui meurent de faim, ou des violences policières : le 24 juin 2022, quelques milliers de migrants cherchaient à franchir la barrière entre le Maroc et l'enclave espagnole de Melilla. Ils ont été violemment tabassés par les flics et laissés au sol sans secours. Bilan de la répression : au moins 37 morts selon les ONG.

Les effectifs de la surveillance des frontières de l'espace européen (l'agence Frontex et ses prédécesseurs) ne cessent d'augmenter, ainsi que son budget : 45 agents en 2005, 10 000 prévus en 2027. Son budget était de 143 millions d'euros en 2015, 750 en 2022 et doit atteindre 845 millions en 2023.

Des moyens de plus en plus démentiels pour faire de l'Europe une forteresse entourée de barbelés surveillés à grands frais. Et des morts par dizaines de milliers.

PAR MARIANNE SYZKO • 19/06/2023

## L'HISTOIRE DE L'HUMANITÉ, UNE HISTOIRE DES MIGRATIONS

Aussi loin qu'on remonte dans le temps, les migrations humaines ont toujours existé. C'est ainsi que, depuis son berceau originel d'Afrique, l'espèce humaine a peuplé l'ensemble des continents et d'importants brassages ont continué de l'Antiquité à nos jours. Les grandes découvertes au XVI<sup>e</sup> siècle, le commerce, la colonisation et l'esclavage ont causé d'importants transferts de populations. La part des migrants dans la population mondiale est actuellement assez faible : 3,5 % de la population alors qu'elle en représentait 5 % à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce sont les Européens qui émigraient alors massivement vers ce qu'ils appelaient les « nouveaux mondes » en Amérique et en Océanie. Au XX<sup>e</sup> siècle, les guerres mondiales et la mise en place d'importants mouvements de population liés au travail ont été à l'origine de grandes migrations, volontaires ou involontaires dans le cas des populations déplacées et persécutées.

Voilà pourquoi nous sommes toutes et tous des enfants d'immigrés, d'hier et d'aujourd'hui !

PAR LYDIE GRIMAL • 20/06/2023

## MIGRER POUR SURVIVRE

Selon l'ONU, en 2020, le nombre de migrants internationaux, c'est-à-dire de personnes vivant dans un autre pays que leur pays de naissance, s'établissait à 281 millions... soit seulement 3,6 % de la population mondiale. Si le nombre global des migrants internationaux augmente, le pourcentage, lui, reste stable du fait de l'augmentation de la population mondiale.

C'est dire si la théorie du « grand remplacement » reprise par les Zemmour et compagnie est loin du compte. Et, d'ailleurs, si sur cette planète toutes et tous pouvaient bouger, où serait le problème ? Un migrant sur cinq vit aux États-Unis, le deuxième pays qui en accueille le plus est l'Allemagne. Visiblement, accueillir des migrants n'entraîne pas la ruine des pays : les migrants sont au contraire une source de richesses et non un facteur d'appauvrissement.

Aujourd'hui, le plus grand nombre de personnes ayant quitté leur zone de naissance, 740 millions, sont celles qui ont migré à l'intérieur de leur propre pays et, pour beaucoup d'entre elles, pour des raisons

climatiques : d'ici à 2050, le changement climatique risque de contraindre 216 millions de personnes à migrer à l'intérieur de leur pays. À la fin de l'année 2022, plus de la moitié (52 %) des réfugiés mondiaux sont originaires de seulement trois pays : la Syrie, l'Ukraine et l'Afghanistan. Il n'y a pas de hasard : ce sont trois pays frappés par des guerres longues, meurtrières et dans lesquelles les grandes puissances impérialistes sont très impliquées.

Parmi les migrants internationaux, seul un tiers s'est déplacé d'un pays pauvre vers un pays riche. Actuellement, la Turquie est le pays qui accueille le plus grand nombre de réfugiés (3,6 millions), presque tous Syriens. Elle est suivie de l'Iran, qui accueille principalement des Afghans, et de la Colombie, terre de refuge de 2,5 millions de Vénézuéliens. L'Allemagne, pays le plus riche d'Europe, n'arrive qu'en quatrième position... et la France, en neuvième. Peut mieux faire !

PAR MARIE DAROUEEN • 19/06/2023

# Français, immigrés, sans-papiers : mêmes patrons, même combat !

La ritournelle revient, dans tout ce que le monde politique compte de réacs, et aussi dans la bouche de nombreux travailleurs : les immigrés viennent « voler le travail des Français », ils font « baisser les salaires »... quand ils ne viennent pas directement « profiter de aides sociales » (sans travailler) ! Les discours xénophobes n'ont pas peur des contradictions...

C'est vrai que les immigrés travaillent, ce sont même des travailleurs essentiels ! Livreurs, coursiers à vélo, travailleurs du bâtiment, cuisiniers... La liste est longue des secteurs où les travailleurs étrangers sont durement exploités, payés au lance-pierre pour des conditions de vie et de travail infâmes.

Est-ce que pour autant ils « prennent les emplois des Français » ? En fait, ils assurent bien souvent des emplois... qui ne trouvent pas preneurs, tant les conditions de travail, les horaires et les payes y sont déplorables. Ces métiers « en tension » pour lesquels la loi Darmanin introduit un nouveau titre de séjour, un outil de contrôle de plus dans la mise en concurrence des travailleurs.

Les travailleurs sont mis en concurrence. C'est un des piliers du capitalisme. Mais ce ne sont pas les immigrés qui « font baisser » les salaires, ce sont les patrons qui les baissent ! Et l'on peut être poussé à accepter les pires conditions de travail sans être étranger : on disait aussi des femmes, à une époque, qu'elles « faisaient baisser » les salaires. Ensuite, les politiques anti-immigrés ne luttent pas contre cette concurrence : elles en sont au contraire l'expression. En obligeant les migrants à vivre et travailler dans la clandestinité, elles leur retirent encore plus de marge de manœuvre face au patron.

Encore une fois, ce sont les patrons qui fixent les salaires, toujours au plus bas niveau qu'ils le peuvent. La seule chose qui les arrête, c'est la résistance collective qu'on leur oppose. Alors, en France comme ailleurs, c'est toutes et tous ensemble qu'il faut lutter car nous avons les mêmes exploités.

PAR GASPARD JANINE • 20/06/2023

# La gauche et l'immigration : hypocrisie et compagne

Le naufrage de l'embarcation au large de la Grèce n'a fait que très peu réagir les partis de gauche à l'heure où nous écrivons.

Les organisations de la Nupes ne semblent pas d'accord sur l'accueil des exilés. Mélenchon, en 2021, dénonçait à juste titre la « pure barbarie » des destructions de camps, pour rappeler aussitôt que « nous ne sommes pas pour abroger les frontières, [...] nous ne sommes pas d'accord pour que les gens rentrent ». Pour Fabien Roussel, il « faut être plus ferme ». François Ruffin se dit contre « l'instauration de nouvelles filières d'immigration ». Quant aux Verts, ils sont plus enclins à accueillir les réfugiés.

La forme diffère, mais le fond reste le même : mieux accueillir les réfugiés, mais surtout pas régulariser tous les sans-papiers. Limiter l'immigration, faire respecter les contrôles aux frontières et le droit d'asile, cela revient à continuer le tri actuel des exilés, mais en « prenant le temps d'étudier pleinement les dossiers », voilà pour la différence !

Chaque fois que la gauche a été aux commandes, elle a mené une traque féroce aux exilés, comme sous Hollande avec la destruction du campement de Calais. Une politique poursuivie par Anne Hidalgo, maire socialiste de Paris, pour détruire les campements de fortune en collaboration avec la préfecture de police.



La gauche institutionnelle est depuis longtemps empêtrée entre un certain humanisme déjà loin de l'héritage de l'internationalisme ouvrier du XIX<sup>e</sup> siècle et une adaptation au cadre érigé du capitalisme, des États et de leurs frontières.

Notre internationalisme n'a rien à voir avec un prétendu « réalisme » : les frontières sont une arme pour le patronat pour diviser les travailleurs et protéger son marché. Pour en finir avec des drames comme celui du 14 juin, il n'y a pas d'alternative : liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous et régularisation de tous les sans-papiers !

PAR ADRIAN LANSALOT • 19/06/2023

MARCHE DES SOLIDARITÉS. | PARIS, 25 MARS 2023



# CONTRE LEUR EUROPE FORTERESSE, LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION

Depuis 2015, près de 25 000 migrants sont morts en Méditerranée en tentant de rejoindre l'Europe. La seule réponse des dirigeants de l'Union européenne (UE) à ces drames a été de renforcer les mesures policières et répressives.

Douze États européens ont déjà fait construire 2 000 kilomètres de murs et de barbelés sur les frontières extérieures de l'UE et parfois même entre pays de l'UE. Par ailleurs, l'UE en tant que telle a multiplié des accords avec les États des pays par où transitent les migrants pour y sous-traiter la répression. Ses instances discutent actuellement d'un « paquet asile-immigration », prévoyant la construction sur ses frontières extérieures de centres de rétention pouvant accueillir à terme cent mille migrants dans le but de renvoyer tous ceux qui n'obtiendraient pas l'asile, c'est-à-dire la très grande majorité, vers leur pays d'origine ou des pays « sûrs » comme la Tunisie ou l'Albanie.

Ni la construction de barrières et de murs, ni le renforcement des contrôles aux frontières n'empêcheront les millions de femmes et d'hommes qui n'ont pas d'autre choix que de fuir l'enfer de leur pays de tenter de pénétrer dans les pays les plus riches de la planète, dont font partie les pays européens.

Qu'est-ce qui empêcherait les gouvernements d'ouvrir les frontières, d'accueillir dignement celles et ceux qui veulent échapper aux guerres ou à la misère ? De leur proposer un logement et un travail ? La même chose que ce qui les empêche de mettre fin à la misère, au chômage et au mal-logement : la soif de profits de leurs commanditaires, multinationales et sociétés de finance.

Seule une autre Europe pourra mettre en œuvre l'ouverture des frontières, la liberté de circulation et d'installation pour les êtres humains et pas pour les capitaux.

C'est un des enjeux des luttes de classe à venir que de donner naissance à cette Europe des travailleurs, militant pour un monde sans frontières, une Fédération des États-Unis socialistes d'Europe.

PAR GALIA TRÉPÈRE • 19/06/2023

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 3 • ÉTÉ 2023 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR « LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA » ASSOCIATION LOI DE 1901.

ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER, AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP EN COURS

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 5 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT 30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE TÉL. : 01 49 63 66 66

## ABONNEZ-VOUS

POUR 12 NUMÉROS ..... 24€

..... OU 30€ PRIX DE SOUTIEN

PAR VIREMENT

Envoyez un mail à [abonnement@nouveau-partianticapitaliste.fr](mailto:abonnement@nouveau-partianticapitaliste.fr)

PAR CHÈQUE

À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"

ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

## CONTACTEZ-NOUS

[courrier.des.lecteurs@nouveau-partianticapitaliste.fr](mailto:courrier.des.lecteurs@nouveau-partianticapitaliste.fr)

## BATAILLE DES RETRAITES

# Un mouvement qui a remis les travailleurs au centre du débat

## DES MANIFESTANTS POLITISÉS

Quatorze journées de mobilisation, des millions de manifestants, un soutien massif de l'opinion publique. Ce mouvement a été déclenché par des syndicats ayant besoin de redorer leur blason après que plusieurs mouvements d'ampleur nationale se furent développés sans eux (Gilets jaunes, mouvements dans la Santé, avec le Collectif inter-urgences, etc.). Mais, bien que piloté d'en-haut par l'intersyndicale, il a tout de même eu un caractère imprévisible - ne serait-ce que par le nombre de manifestants qui a surpris

Laurent Berger lui-même dès la journée du 19 janvier - et a permis l'intervention directe de la classe ouvrière dans la vie politique. Pas par une participation au jeu truqué des élections, mais par les manifestations et les grèves.

Cela dit, à côté de manifestations massives, la production n'a que très peu été entravée. Même lors de la journée du 7 mars, où l'intersyndicale parlait de « mettre la France à l'arrêt », cela ne s'est pas produit. Certains secteurs se sont mis en grève, mais pas de

déferlante qui aurait pu déboucher sur une grève générale.

Mais ceux qui ont participé au mouvement - et, au-delà, bien d'autres travailleurs autour d'eux - ont fait de la politique au véritable sens du mot, en refusant le sort que les classes dirigeantes lui réservent. Un nombre croissant de travailleurs, de jeunes se sont politisés. Il est significatif que les classes populaires aient rendu les flics responsables des violences dans les manifestations et se soient refusées à condamner les Black Blocs.

Les partis de la gauche institutionnelle se sont efforcés de semer des illusions sur la démocratie parlementaire et l'intersyndicale a volé à leur secours en calant les journées de mobilisation sur le calendrier institutionnel. Mais les échecs « parlementaires » n'ont pas émoussé la combativité - il suffit de se rappeler les manifestations spontanées le 16 mars, au soir de l'utilisation du 49.3 pour faire passer en force la loi.

## UN POUVOIR CONTRARIÉ

Macron s'est retrouvé isolé, y compris dans son propre camp. Pas un seul membre de l'exécutif n'a pu pendant longtemps se déplacer sans être accueilli par des manifestations et des casseroles. Le 19 juin dernier, encore, lors de finale de rugby du Top 14, Macron a été hué. Mais, contrairement à Raffarin, qui avait interdit lors du mouvement de 2003 tout déplacement à ses ministres, Macron, lui, les a encouragés à se déplacer, quitte à mettre les lieux du déplacement en état de siège.

Les épisodes parlementaires répétés ne sont évidemment pas non plus un atout pour Macron, ni ici, ni dans ses prétentions à représenter la « start-up France » à l'international. Faute de consensus parlementaire, il a dû légiférer sans habillage démocratique, ce qui l'a mis en première ligne et a contribué à éroder la confiance de la population dans les

institutions. Mais il s'est efforcé de dépasser cet inconvenient en se donnant la posture de celui qui n'hésite pas à rester inflexible et s'en prend aux travailleurs, « quoi qu'il lui en coûte » en termes politiques. Là encore, Macron a été entravé mais pas empêché.

## DÉFAITE DES TRAVAILLEURS ?

« Ceux qui ont participé au mouvement - et, au-delà, bien d'autres travailleurs autour d'eux - ont fait de la politique au véritable sens du mot, en refusant le sort que les classes dirigeantes lui réservent. »

Macron a donc fini par imposer une loi sans autre raison d'être que s'en prendre à la classe ouvrière. Il tenait à convaincre les travailleurs que manifester ou faire grève ne sert plus à rien. Il se voit en Thatcher terrassant le dragon des luttes sociales non prévisibles, celles que le patronat ne peut pas intégrer dans sa comptabilité comme une dépense parmi d'autres. Confiant que les confédérations syndicales, soucieuses seulement des s'asseoir à la table de négociations, joueront leur rôle pour éviter l'explosion sociale.

Mais il n'y a pas que les appareils syndicaux qui militent dans la classe ouvrière. Et les militants révolutionnaires, eux, continueront de chercher à faire converger les luttes grévistes, par exemple celles qui se développent et se développeront du fait de l'inflation.

Alors, non : la messe est loin d'être dite !

PAR JEAN-JACQUES FRANQUIER  
• 19/06/2023

MANIFESTATION CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES. | PARIS, AVRIL 2023 | HERMANN CLICK



## DES POSSIBILITÉS D'EXPLOSION SOCIALE QUE L'INTERSYNDICALE S'EST EFFORCÉE DE CONTENIR... JUSQU'À LA PROCHAINE ÉTAPE ?

## COLLER AUX INSTITUTIONS OU S'Y AFFRONTÉ

Lors de toute la phase de mobilisation sur les retraites de 2023, l'intersyndicale a délibérément fait le choix de coller au calendrier institutionnel, en faisant correspondre systématiquement les dates d'appels à grève et manifestation avec les jours de votes à l'Assemblée nationale ou au Conseil constitutionnel. Alors même que, dans la population, la défiance vis-à-vis du régime s'accroissait, plutôt que de se raccrocher aux institutions, il aurait été possible de nourrir l'affrontement avec elles.

L'intersyndicale n'a jamais appelé non plus à la généralisation de la grève. L'occasion s'est présentée à au moins deux reprises : lors de l'enchaînement des trois dates de mobilisations les 7, 8 et 9 mars et lors du passage en force par le 49-3. L'écart laissé entre la manifestation du 1<sup>er</sup> mai et l'appel à la grève du 6 juin, ainsi que le retour au « dialogue social » avec Macron et le gouvernement étaient une façon de faire retomber la température.

## FAIRE CONVERGER TOUTES LES LUTTES

Pendant toute cette période, il y a eu des grèves sur les salaires et/ou les conditions de travail. Les faire converger

aurait de toute façon été nécessaire. Peut-être alors les conditions pour que le mouvement sur les retraites et celui sur les salaires ne fassent plus qu'un auraient-elles pu être réunies. Cela aurait aussi pu aider à la généralisation dans une série de boîtes, notamment dans une partie du prolétariat plus jeune et plus précaire qui a tendance à penser que « de toute façon on n'aura pas de retraites ». Mais les confédérations syndicales se sont bien gardées de tenter quoi que ce soit dans cette direction.

## FAIBLESSE DE L'AUTO-ORGANISATION

Pour battre en brèche cette politique de l'intersyndicale, l'obstacle essentiel a été la faiblesse des grèves reconductibles et de l'auto-organisation. Contrairement à la RATP et à la SNCF en 2019-2020 par exemple, il n'y a pas eu de secteur « moteur » doté de cadres d'auto-organisation capables de définir d'autres objectifs que ceux fixés par l'intersyndicale. La mobilisation des raffineries a constitué un point d'appui mais aussi un piège, avec l'illusion que la perspective de la pénurie de carburant allait remplacer la généralisation de la grève... L'irruption des éboueurs et des dépôts d'ordure a joué un rôle important. Mais, en l'absence d'assemblées générales

massives de grévistes pour prendre en main la lutte, la bagarre a fini par y être désamorcée. Les blocages routiers « de l'extérieur » n'ont pu pallier le manque de piquets de grève organisés par les grévistes eux-mêmes.

La mobilisation de la jeunesse a pesé mais elle ne s'est pas révélée assez puissante en termes de structuration dans les facs et les lycées pour bousculer le calendrier de l'intersyndicale.

« Alors même que, dans la population, la défiance vis-à-vis du régime s'accroissait, plutôt que de se raccrocher aux institutions, il aurait été possible de nourrir l'affrontement avec elles. »

Un débat reste ouvert néanmoins : qu'aurait-il été possible si les révolutionnaires avaient trouvé les moyens de généraliser les quelques exemples de comités de grève, comme les cheminots à Strasbourg, et d'assemblées générales interprofessionnelles comme dans les Hauts-de-Seine ? Si les groupes de grévistes même minoritaires s'étaient fédérés pour tenter d'étendre la grève en donnant une expression à toutes les colères du monde du travail, elles et ils se seraient peut-être créés d'autres possibilités. La colère sociale persistante en redonnera l'occasion.

PAR XAVIER CHIARELLI • 20/06/2023

>> SUR LE SITE

Plus d'articles sur le mouvement des retraites à lire : [www.nouveaupartianticapitaliste.fr](http://www.nouveaupartianticapitaliste.fr)



# LA GUERRE EN UKRAÏNE, EN DÉBAT

La contre-offensive ukrainienne a commencé. L'Otan l'appuie par un gigantesque exercice aérien organisé à partir de l'Allemagne – où personne ne risque sa peau. La Russie l'inaugure par la destruction du barrage de Kakhovka et l'inondation du delta du Dniepr qui bloque l'armée ukrainienne et qui est un désastre pour les populations. Et la contre-offensive se solde par un nombre incalculable de victimes militaires.

KIEV, MARS 2022.



Si Poutine a lancé, il y a un an et demi, son invasion de l'Ukraine pour garder sa mainmise et celle de ses « oligarques » sur ce pays jadis partie intégrante de l'URSS, les motivations sont symétriques du côté des prétendus « amis de l'Ukraine », Biden et à sa suite Scholz et Macron. Le sort du peuple ukrainien leur importe peu.

Depuis les années 2000, les appétits impérialistes occidentaux s'étaient manifestés par l'extension de l'UE et de l'Otan à l'est, vers les frontières de la Russie.

Depuis 2014, non seulement l'impérialisme américain, et chacun à sa façon les autres impérialismes occidentaux, n'ont pas apaisé les tensions avec la Russie, mais ils les ont même portées à un niveau toujours plus élevé par leurs livraisons d'armes à l'armée ukrainienne. Pour les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, pas de confrontation militaire directe : c'est tout bénéfique pour leurs marchands de canon. En 2022, les dépenses militaires mondiales ont atteint 2 240 milliards de dollars, contre 1 000 milliards en 1995. Si cette augmentation des budgets n'avait pas attendu la guerre en Ukraine, celle-ci a donné l'occasion de la gonfler, en France comme partout.

Bien avant la guerre, le Monopoly capitaliste était lancé par les dirigeants américains, et des pressions étaient exercées sur l'Allemagne pour qu'elle renonce au gazoduc NordStream 2, la reliant à la Russie sous la Baltique. Il s'agissait de débrancher l'Europe des hydrocarbures russes au profit du gaz de schiste américain. D'autres débranchements ont suivi.

Poutine, de son côté, a trouvé quelques soutiens ouverts ou masqués sous une apparente neutralité, auprès de gouvernants et leaders politiques de la bourgeoisie mondiale. Les dirigeants de Chine, d'Inde, d'Afrique du sud, du Brésil (Lula comme Bolsonaro avant !) ont refusé de condamner Poutine à l'ONU. Pour préserver leurs relations économiques mais aussi flatter des senti-

ments populaires anti-américains, rançon de décennies de guerres, crimes et coups tordus de l'impérialisme américain dans le monde.

Mais l'anti-américanisme n'est en rien une marque de progressisme. Bien des dirigeants ultra-réactionnaires, comme De Gaulle, ont dans l'histoire utilisé l'anti-américanisme pour affirmer leur politique. Aujourd'hui encore, Poutine trouve de beaux soutiens dans l'extrême-droite européenne.

L'impérialisme russe, certes de second ordre, défend bec et ongles ses intérêts et parts de marchés (colossaux du fait des richesses du pays en matières premières et énergétiques). Cet autocrate, nostalgique du tsarisme, qui a sauvagement réprimé les peuples du Caucase (Tchéchénie, Géorgie), a récemment porté secours à des dictateurs en butte à des explosions sociales en Biélorussie et au Kazakhstan.

Nous sommes solidaires des travailleurs d'Ukraine qui veulent chasser l'envahisseur russe (Hors d'Ukraine, l'armée de Poutine !). Mais qu'apporterait à la classe ouvrière ukrainienne une simple victoire de l'État ukrainien, un État capitaliste dont le gouvernement de Zelensky s'est illustré dès avant la guerre par ses lois anti-ouvrières et qui se surarme auprès de puissances occidentales qu'il faudra rembourser ? La tâche est difficile mais il faudrait que les travailleurs s'organisent sur leurs propres bases et perspectives, tout autres que le nationalisme anti-russe de Zelensky ; s'adressent aux travailleurs de Russie, qui ne veulent pas se laisser embrigader pour une politique qui n'est pas la leur. Les prolétaires ont pour arme véritable leur mobilisation de classe. Ensemble, des millions de travailleurs russes et ukrainiens pourraient bouleverser les calculs des fauteurs et profiteurs de guerre. Et nous à leurs côtés, contre la militarisation dans nos propres pays et contre toutes les unions sacrées.

PAR MICHELLE VERDIER ET AURÉLIEN PÉRENNA • 19/06/2023

## UKRAÏNE La seule guerre à mener, c'est la guerre contre les capitalistes

Ces dernières semaines ont été marquées par une accélération de l'escalade guerrière : destruction du barrage de Kakhovka, contre-offensive de l'armée de Zelensky, menace de Poutine de bombarder des bases arrière de cette armée installées dans les États frontaliers, incursions en Russie de supplétifs russes de l'armée ukrainienne, manœuvres de l'Otan et enfin menace d'une intervention militaire directe de la Pologne évoquée par l'ancien secrétaire général de l'Otan Anders Rasmussen. Une intervention de l'armée polonaise, désormais une des plus puissantes d'Europe, ne serait probablement pas désintéressée dans la mesure où l'Ukraine compte une minorité polonaise et des territoires ayant par le passé appartenu à la Pologne. Les dirigeants des grands États impérialistes occidentaux ont tenté jusqu'à présent de circonscrire le conflit aux frontières de

l'Ukraine. Mais ils n'ont cessé de repousser les limites qu'ils s'étaient eux-mêmes fixées, en particulier sur les armes livrées à l'armée ukrainienne, que ce soit avec les missiles britanniques Storm Shadow d'une portée de cinq cents kilomètres, théoriquement bridés à trois cents, les chars Léopard ou les missiles anti-aériens Patriot et bientôt les avions F 16. On peut donc douter qu'ils soient en mesure de maîtriser cette escalade. D'autant que l'unanimité ne règne pas à Washington, entre ceux qui se contenteraient d'affaiblir, durablement si possible, l'impérialisme russe et ceux qui rêvent de voir la Fédération de Russie se désagréger, au risque de provoquer le chaos dans cette partie du monde.

Ce sont aujourd'hui trente États occidentaux qui, non seulement inondent l'Ukraine d'armes les plus diverses, forment leurs utilisateurs, mais fournissent un appui logistique

déterminant grâce à leurs moyens de surveillance électronique, leurs satellites, avions espions, drones, sans compter les spécialistes sous couverture présents sur place. Au point de permettre de repérer les cibles et de diriger des frappes précises. Il est donc impossible de considérer cette guerre comme un simple affrontement entre la Russie et l'Ukraine. Nous sommes en présence d'une guerre mondialisée, d'une guerre par procuration menée par l'Otan contre la Russie, dans laquelle la population ukrainienne fait office de chair à canon. La seule issue favorable aux classes populaires serait une révolte généralisée contre cette guerre, une fraternisation entre la population et les soldats, la transformation de la guerre impérialiste en guerre de classe. Un nouveau partage des territoires consécutif à une victoire militaire ou à un marchandage sur le dos des peuples serait lourd de conflits futurs. Placer nos espoirs dans cette révolte n'a rien d'utopique. Côté russe, divers mouvements d'opposition à l'aventure guerrière de Poutine ont déjà eu lieu. Côté ukrainien, passé l'élan patriotique des premiers mois d'une partie de la population, on observe aussi des mouvements de rejet de la guerre. Des soldats ont refusé de monter au front dans

l'enfer de Bakhmout. L'armée et la police traquent ceux qui cherchent à échapper à la boucherie. Des deux côtés, des organisations militantes se revendiquant du socialisme ou de l'anarchisme ont refusé de se joindre à l'union nationale, même si d'autres ont sombré dans le social patriotisme. Des deux côtés, l'instrumentalisation de la guerre par les capitalistes et l'État pour augmenter la durée du travail, baisser les salaires, supprimer les acquis sociaux, licencier ne peut que contribuer à renforcer cette opposition. Même si notre voix porte peu, ce sont toutes les actions de rébellion contre la guerre que nous devons soutenir et non un camp impérialiste contre l'autre. Ne soyons pas dupes de la propagande de Macron et compagnie qui prétendent défendre la démocratie et la liberté, alors que le patronat est déjà en ordre de bataille pour obtenir sa part du marché et des richesses de l'Ukraine. Notre ennemi principal est notre propre impérialisme. La seule solution pour assurer une paix durable sera l'établissement des États-Unis socialistes de l'Europe, gouvernés par les travailleurs.

PAR GÉRARD DELTEIL • 19/06/2023

MANIFESTATION À TUNIS CONTRE LA CHASSE AUX MIGRANT

## NOUS AVONS DROIT À DES RÉPONSES : OÙ SONT NOS ENFANTS ?

Ce sont les mots inscrits sur les pancartes des familles endeuillées venues se rassembler le 6 juin devant le théâtre de Tunis, à quelques mètres du ministère de l'Intérieur, à l'occasion de la visite officielle de la Première ministre italienne d'extrême droite, Giorgia Meloni.

Le but de cette visite n'était rien d'autre que promettre quelques aides financières pour que la Tunisie intercepte les migrants venus d'Afrique subsaharienne en les parquant dans des camps ou en les refoulant, et bloque l'émigration de Tunisiens eux-mêmes, qui s'est accrue ces dernières années avec l'aggravation de la situation économique dans le pays.

L'un des drames de migrants en Méditerranée avait particulièrement bouleversé la Tunisie, lorsqu'en octobre 2022 les corps de Tunisiens naufragés appartenant à un groupe de dix-huit harragas - les émigrants qui tentent de rejoindre clandestinement l'Europe - originaires de la ville tunisienne de Zarzis ont été trouvés sur la côte : ce sont les « enfant disparus » pour lesquels les pancartes des manifestants de Tunis demandaient des comptes.

Et rappelons les déclarations du président Kaïs Saïed du 21 février dernier sur le « grand remplacement » (des Tunisiens musulmans par des Subsahariens) qui avaient inspiré une vague de violences racistes. C'est dire à quel point les autorités tunisiennes n'ont rien à envier sur ce terrain à la cheffe d'extrême droite du gouvernement italien.

PAR KHALIL AMOR • 18/06/2023

# Iran : la détermination et la patience de la classe ouvrière

Depuis septembre 2022, l'Iran est traversé par une vague de mobilisations contre le régime islamique avec la jeunesse en première ligne : manifestations et affrontements contre l'obligation faite aux femmes de porter le voile, mais aussi contre l'oppression nationale au Kurdistan et au Balouchistan. Même si la presse l'évoque moins, le prolétariat des peuples d'Iran s'organise et lutte lui aussi, en solidarité avec les autres couches sociales engagées pour faire tomber la dictature, mais avec ses propres méthodes.

## UNE LUTTE PROLONGÉE MALGRÉ UNE RÉPRESSION SANGUINAIRE...

La répression est cruelle avec, depuis le début de l'explosion sociale, plus de 469 tués par balles ou sous la torture (dont 60 mineurs), 22 000 arrestations, 324 exécutions capitales depuis janvier 2023 (dont des dizaines d'opposants mêlés au droit commun), des centaines de viols. La vague des manifestations quotidiennes puis hebdomadaires a reflué, l'agitation sur les campus est devenue souterraine, mais les affrontements n'ont pas cessé dans les quartiers populaires ou les villes en province. Au mois de mai, des actions contre des symboles du pouvoir ont été organisées : l'attaque d'un palais de justice à Mashad, de bases des paramilitaires des bassidji (milices de quartier) dans la capitale Téhéran, à Arak, Kermanshah, Urmia, mais aussi une fondation économique islamique (une branche des Bonyads) chargée de gérer la pénurie, et enfin un symbole du fondamentalisme à Ispahan.

## ...ET UNE SUCCESSION DE GRÈVES

Des actions de grèves ont été entreprises depuis le début du mouvement, sans jamais prendre l'ampleur suffisante pour devenir un facteur politique. Parfois de simples débrayages, ou des rassemblements informels lors de pauses, mais aussi des bagarres générales avec l'encadrement dans des cantines : ces actions ont permis à des équipes préexistantes, certaines constituées dès 2015, de se relier. Autour des fêtes du nouvel an persan (Norouz, le 20 mars)<sup>1</sup>, on a vu surgir l'expression de revendications salariales qui s'ajoutent au climat politique

général. Parties du secteur pétrolier mais aussi gazier, ces mobilisations regroupant près de dix mille grévistes se sont donné pour expression un *Conseil d'Organisation des Grèves des Travailleurs contractuels du Pétrole*. Des milliers de travailleurs, payés à la journée, réclament, dans la continuité des luttes de 2021, 79 % d'augmentation des salaires pour rattraper l'inflation, un aménagement du temps de travail (20 jours travaillés avec 10 jours de repos), la fin de l'intérim généralisé. Le régime a lâché 27 % d'augmentation du salaire minimum sans éteindre la colère. Le 27 avril, après des actions en amont depuis le 15, ils étaient des milliers en grève avec une extension à 93 sites du secteur de l'énergie, avec aussi des travailleurs de mines de cuivre et de l'acier. Le 22 mai ce sont les travailleurs des transports qui se sont mis en grève plusieurs jours à Arak, Bandar Abbas, Ispahan. Les lock-out patronaux, l'arrestation d'avocats défenseurs des travailleurs, les arrestations de centaines de militants ouvriers et les milliers de licenciements n'ont pas non plus calmé la contestation dans les entreprises. Cette prise de conscience, loin des compromis politiques, est grosse d'espoir.

PAR TRISTAN KATZ • 19/06/2023

1. Selon le calendrier persan le 20 mars ouvre une nouvelle année, la 1402<sup>e</sup>, nom donné par ailleurs par les militants à cette campagne revendicative ouvrière.

## ÉTAT ESPAGNOL Le chantage à l'extrême droite n'annule pas les politiques antisociales

Le 28 mai dernier, ce qui devait arriver arriva : échec cuisant aux élections municipales et dans les régions pour les partis du gouvernement de la dite « gauche plurielle » sous l'égide du parti socialiste ressuscité, le mal nommé Parti ouvrier socialiste espagnol (PSOE)

### LE PSOE A MIEUX RÉSISTÉ À LA DÉBÂCLE ÉLECTORALE QUE SES SATELLITES DE GOUVERNEMENT

La social-démocratie pro-patronale a mieux résisté que sa version petite-bourgeoise « bobo » de Podemos avec l'ancien vice-président du gouvernement Pablo Iglesias. Qu'il est loin le temps où ces derniers scandaient dans les places occupées du mouvement des Indignés : « *PSOE-PP la misma mierda es* » à savoir pour ceux qui sont étrangers à la langue de Cervantes : « *PSOE-PP : c'est la même merde* ». La ministre du Travail « communiste » Yolanda Diaz n'est pas en reste, elle qui a oublié avec son parti d'abroger la loi travail de Rajoy, mais pas de rester dans ce gouvernement de la honte qui

a envoyé la police et des tanks reconditionnés en véhicules de maintien de l'ordre capitaliste contre les « métallos » de Cadix en grève contre l'inflation et pour leurs salaires en novembre 2021.

### LA LISTE DE LEURS RENIEMENTS EST TELLEMENT LONGUE...

Là encore, concernant le toujours mal nommé « *gouvernement central le plus progressiste de l'histoire* », aucun doute n'est possible : l'essentiel des politiques antisociales introduites par les gouvernements précédents sont encore en vigueur. Une réforme du travail qui n'a pas été abrogée, la loi « Mordaza », version XXL de la loi « sécurité globale », restée intacte, l'âge de départ

à la retraite toujours fixé à 67 ans, et une loi 15/97 qui permet la privatisation de la santé publique...

À tout cela s'ajoutent la dégradation des conditions de vie des travailleurs et des jeunes et la perte de pouvoir d'achat, avec une pauvreté qui explose et le risque d'exclusion qui a augmenté de 27,8 %. « *Il devient de plus en plus difficile de vivre... mais pas pour tout le monde* », dénonce la campagne de nos camarades de IZAR<sup>1</sup> (Izquierda Anticapitalista Revolucionaria). En effet, les entreprises font des bénéfiques records avec, l'année dernière, 52 milliards d'euros pour les entreprises de l'IBEX 35 (l'équivalent du CAC 40 au sud des Pyrénées). Voilà pourquoi l'abstention augmente et pourquoi la droite extrême et l'extrême droite gagnent les élections. Le reste, ce ne sont que des histoires à dormir debout.

### ON REPREND LES MÊMES ET ON RECOMMENCE ?

L'échec aux élections du 28 mai a incité le PSOE, au travers de Pedro Sanchez, président du gouvernement, à convoquer des élections législatives anticipées. Le calcul est double : ne pas perdre plus de voix et obliger « la gauche plurielle (Podemos, Más País, le PC...) à la gauche du PSOE » à rentrer dans le rang en se présentant conjointement et, surtout, en défendant la perspective d'un gouvernement de coalition dirigé par le PSOE. Un petit calcul peut-être gagnant mais loin de résoudre les problèmes de fond. En effet, cette énième « unité » incapable de s'attaquer aux

intérêts des capitalistes se fera sans proposer un programme d'urgence sociale qui réponde aux besoins vitaux des travailleurs.

Les révolutionnaires pour leur part misent sur les mobilisations, les luttes qui seront les seules capables d'imposer un tel programme si nécessaire. Et le faire ensemble, comme le proposent les camarades d'IZAR. Des luttes qui d'ailleurs connaissent une recrudescence, et pas simplement dans les manifestations pour la défense du service public de santé comme à Madrid, mais aussi dans des grèves longues et dures sur les salaires et les conditions de travail comme celle de Butron depuis le 11 novembre dernier dans la province de Cadix.

PAR PEDRO CINE • 20/06/2023

## ¡MANIFESTACIÓN!

**Trabajadores de Panificadora Butrón en HUELGA**

**Sábado 10 de junio**



1. Sur Facebook : [https://www.facebook.com/IzquierdaAnticapitalistaRevolucionaria/?locale=es\\_LA](https://www.facebook.com/IzquierdaAnticapitalistaRevolucionaria/?locale=es_LA)  
Sur le site d'IZAR : <http://izar-revolucion.blogspot.com/?m=1>

# Au Chili, « on se prépare à de nouvelles confrontations de classe »

Entre l'explosion sociale d'octobre 2019 qui a débouché sur l'élection de Gabriel Boric (centre-gauche) et la déception d'une Convention constitutionnelle conduite par l'extrême droite, le Chili connaît une situation complexe qui offre un créneau aux militants révolutionnaires.

Nous publions ci-dessous le point de vue de Joaquín, militant du Movimiento Anticapitalista au Chili, organisation de la Ligue internationale socialiste.

## COMMENT RÉSUMER LA POLITIQUE DE BORIC DEPUIS SON ÉLECTION EN DÉCEMBRE 2021 ?

Dès les premiers jours de la révolte de 2019, Boric s'est présenté comme un conciliateur de classes à travers son « Pacte pour le Chili » en promettant des avancées sociales, un tournant économique et un renouveau constitutionnel. Après l'échec de la Convention constitutionnelle et le renoncement à ses principales promesses de campagne, il montre qu'il n'est que la continuité du capitalisme chilien en durcissant encore la répression avec sa loi dite de la « gâchette facile » qui étend la légitime défense des gendarmes, en plus de leur accorder un budget plus large. La loi aura un effet rétroactif pour couvrir tous les crimes commis pendant la révolte. Boric renforce aussi la militarisation des frontières et de nouveaux territoires mapuches, en approuvant le discours de l'extrême droite.

Économiquement il met en place la semaine de quarante heures (contre quarante-cinq actuellement) et le présente comme un progrès social. Mais c'est d'abord une mesure taillée pour le patronat qui permet de flexibiliser le travail et empêche toute négociation collective. Enfin, il se targue d'augmenter le salaire minimal (de 180 000 pesos chiliens à 500 000 en juillet 2024), « la plus grosse augmentation en dix ans », mais elle est totalement annulée par une forte inflation, de lourdes charges pour les ménages et la dévaluation de la monnaie.

## COMMENT EST-ON PASSÉ D'UNE RÉVOLTE SOCIALE SI FORTE QUI REJETAIT TOUT LE MODÈLE LIBÉRAL À CE PROCESSUS CONSTITUTIONNEL AUJOURD'HUI DIRIGÉ PAR L'EXTRÊME-DROITE ?

Au niveau électoral, la colère a été récupérée par le discours populiste de l'extrême droite qui lie insécurité et migration, et rend la Convention constitutionnelle responsable de tous les maux. Mais au niveau social, le mouvement a creusé un gouffre avec la caste politique, a engendré un large sentiment anticapitaliste sur fond de crise économique, et a ouvert un cycle de revendications sociales autour de la gratuité des études, de la légalisation de l'avortement et de la fin des fonds de retraite par capitalisation. Le contexte de pandémie et la Convention constitutionnelle ont fait avorter la lutte qui commençait à s'organiser, et Boric joue son rôle de canalisateur de centre-gauche avec le front électoral (de la droite libérale jusqu'au PC) qui lui a permis d'être élu. Dans l'immédiat, l'ambiance n'est

pas à la lutte mais la jeunesse se politise et la radicalité va continuer de s'exprimer. Pour le moment, on oscille entre découragement et colère, mais il faut se préparer à de nouvelles confrontations de classe.

## DANS CE CONTEXTE, QUEL RÔLE DOIVENT JOUER LES RÉVOLUTIONNAIRES ?

La rage croît, de nouveaux secteurs de la classe ouvrière se sont dotés de cadres, mais il n'existe pas encore d'organisation révolutionnaire qui sorte de la marginalité. La dictature de Pinochet a effacé toute tradition ouvrière. Nous devons reconstruire nos espaces d'échanges et construire une opposition au gouvernement tout en freinant l'extrême-droite. La tâche des révolutionnaires vise à ouvrir le débat sur ces perspectives. Notre faiblesse numérique impose notre unité pour nous faire entendre. Il nous faut nous accorder sur un programme d'urgence face à la crise économique et proposer une politique crédible à la classe travaillante. La révolte a généré des réflexions, notamment dans la jeunesse, sur ce qu'il a manqué, dont le manque d'organisations du genre. Il s'ouvre, pour les révolutionnaires, un nouveau chapitre plus favorable, et il nous faut plus que jamais être visible.

## AU NIVEAU SYNDICAL, COMMENT CARACTÉRISER L'AMBIANCE ACTUELLE ?

Au Chili, les syndicats n'incarnent pas un véritable canal pour défendre les droits des travailleurs. D'abord, il n'est pas possible de négocier par branche et, si des luttes existent, elles ne relèvent pas d'une initiative générale. La loi des quarante heures en est la preuve actuelle : le PC, très fort au sein de la CUT (principale centrale syndicale), la présente comme un progrès. Plus généralement, même la CUT n'est que peu représentative. La mobilisation de 2019 a éclaté complètement indépendamment d'elle, après avoir perdu beaucoup de crédibilité en appuyant toutes les réformes de l'ancienne présidente Michelle Bachelet (2014-2018). La centrale tente une réorganisation interne par en haut mais aucun changement politique n'est à prévoir.

PAR LAMIN SIOUT · 20/06/2023

# TURQUIE-EUROPE DONNANT-DONNANT SUR LE DOS DES POPULATIONS

Le gouvernement suédois a annoncé lundi 12 juin l'extradition d'un militant kurde du PKK que lui demandait depuis longtemps Erdoğan. Le refus suédois, jusque-là, de transférer aux prisons turques le militant kurde, était la raison invoquée par la Turquie pour, en tant que membre de l'Otan, refuser l'adhésion de la Suède à celle-ci. Avec la guerre en Ukraine et la volonté de resserrer les rangs des puissances impérialistes occidentales, la demande à la Turquie se faisait plus pressante. C'est pourquoi le Secrétaire général de l'Otan a été présent à Ankara le 3 juin à la cérémonie d'intronisation d'Erdoğan pour son nouveau mandat. Un militant du PKK de plus ou de moins à croupir dans les prisons turques, qu'importe si la Suède peut y gagner sa place au champ de Mars des grands !

Si la Suède a fait un geste en faveur d'Erdoğan, celui-ci, dès sa réélection à la présidence, a tenu à faire le sien pour rassurer ses amis occidentaux, et leurs investisseurs, les Bosch, Renault, Fiat, Mercedes-Benz et quelques autres. Ces investisseurs qui, depuis des années, se sont précipités en Turquie pour profiter d'une main d'œuvre à bon marché et d'une classe ouvrière au sein de laquelle les autorités font la chasse aux grévistes et aux syndicalistes autres que ceux du syndicat gouvernemental, avaient exprimés quelques inquiétudes. C'est pourquoi son rival, le candidat kémaliste Kemal Kılıçdaroğlu, pouvait

apparaître comme une bonne carte de rechange face à l'usure du régime d'Erdoğan, et ce qu'ils jugeaient être son manque de rigueur financière et ses dépenses exagérées. Mais ce n'était pas le moment pour lui de se rendre plus impopulaire en annonçant des mesures d'austérité, dans un pays meurtri par le tremblement de terre qui a fait cinquante mille morts.

En nommant au lendemain de l'élection, à la tête du ministère de l'Économie, un ancien économiste de la banque américaine Merrill Lynch, Mehmet Şimşek, il a tenu à les rassurer. L'austérité qu'ils désirent, consignes du FMI à l'appui, est bien à l'ordre du jour, dans ce pays où la population laborieuse subit déjà une inflation galopante (80 % de hausse des prix en un an).

Erdoğan, malgré ses prisons, sa chasse aux opposants politiques ou même tout simplement aux journalistes trop indépendants, ses opérations militaires au Kurdistan, en Turquie comme en Syrie, revient en odeur de sainteté. On lui donne même un coup de main dans la répression. Pourvu qu'il fasse accepter la surexploitation et la misère à la population laborieuse.

Mais cette réélection de justesse d'Erdoğan est signe d'une contestation sociale qui ne fait que grandir.

PAR OLIVIER BELIN · 19/06/2023



## SÉNÉGAL VINGT-TROIS MANIFESTANTS TUÉS PAR LA POLICE

Des affrontements entre les forces armées et des manifestants ont, selon Amnesty International, fait vingt-trois morts. Les manifestants protestaient contre la condamnation d'Ousmane Sonko, un des leaders de l'opposition qui compte se présenter l'an prochain à la présidentielle contre le président sortant, Macky Sall. Des manifestations ont eu lieu dans plusieurs quartiers de Dakar, en Casamance, dans le sud du pays, et dans plusieurs autres villes. Macky Sall laisse entendre qu'il briguerait probablement un troisième mandat malgré le fait que cela lui est interdit par la Constitution. Et la condamnation de Sonko a pour but d'éliminer par avance son concurrent. Ce qui a rendu celui-ci populaire, alors qu'il n'est somme toute qu'un politicien bien classique, c'est sa dénonciation de la corruption du régime et de l'entourage de Macky Sall, notamment dans un livre de 2018 intitulé *Pétrole et gaz au Sénégal : chronique d'une spoliation*.

Mais, au-delà des manifestations en faveur de Sonko, c'est bien plus largement tout le mécontentement face à la misère sociale et au manque de perspectives pour les jeunes Sénégalais qui s'exprime. Et la colère contre l'impérialisme français est visible dans les manifestations, comme ce fut le cas en 2021 quand des entreprises françaises, notamment des supermarchés, avaient été prises pour cibles, pillées et incendiées.

PAR OLIVIER BELIN · 19/06/2023

>> SUR LE SITE

Plus d'articles sur l'actualité internationale à lire :



[www.nouveaupartianticapitaliste.fr](http://www.nouveaupartianticapitaliste.fr)

## LUTTES LGBT

# Oppressions, exploitation : quelle lutte pour l'émancipation ?

Le mois de juin est l'occasion pour des millions de personnes dans le monde de défiler et d'affirmer, au-delà de leur fierté d'être lesbiennes, gay, bi, trans, ou intersexes (LGBTI), la nécessité de continuer à lutter contre les oppressions qu'elles subissent. Nécessité qui se fait plus grande face à une extrême droite et à ses imitateurs qui gagnent du terrain et font de la rhétorique et des démonstrations anti-LGBTI un axe central de leur politique. Cette vague réactionnaire n'est pas un accident, mais le produit d'un capitalisme en crise, qui s'appuie sur tous les vieux préjugés et toutes les divisions pour faire diversion. Dans ce contexte, notre devoir de révolutionnaires est de montrer comment l'exploitation capitaliste entretient l'oppression et comment la lutte menée par les travailleurs exploités doit être celle pour l'émancipation générale de l'humanité, ce qui implique d'investir toutes les mobilisations contre les oppressions avec une approche de classe.

## L'ORIGINE DE LA FAMILLE ET DES OPPRESSIONS, LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE

Si elles n'ont pas toujours existé, les oppressions, le sexisme, les LGBTI-phobies, ne sont pas nées du capitalisme. La division sexuelle du travail et même la domination des hommes sur les femmes précèdent l'apparition de l'exploitation de l'homme par l'homme, mais c'est bien dans ces sociétés d'exploitation qu'elles ont pris une nouvelle ampleur et qu'elles ont pu se maintenir jusqu'à aujourd'hui. Au fondement des inégalités, il y a la propriété privée de moyens de production, même sommaire. Et dans toutes les sociétés connues, avec cette propriété privée est venue la nécessité de la transmettre, le besoin d'avoir des héritiers. Il fallait alors aux hommes s'assurer un contrôle accru sur le ventre des femmes. De là est venu le développement de la division sexuelle du travail et le renforcement de tous les attributs, tâches, vêtements, comportements, etc., associés soit aux hommes soit aux femmes, c'est-à-dire le genre. Il est alors devenu nécessaire pour les classes dominantes d'opprimer toute déviation face à un ordre présenté comme naturel, pour justifier le fonctionnement de la société de classe. C'est le fondement de la famille, comme modèle et comme base économique de la division en classes, dans laquelle les femmes sont maintenues sous domination des hommes.

## LE CAPITALISME, UNE MACHINE À OPPRIMER

Le capitalisme n'a peut-être pas créé les oppressions, mais il les a reprises à son compte. Si la bourgeoisie a pris le pouvoir, ivre de promesses de liberté et de progrès qui renverraient loin des obscurantismes du passé, elle s'est vite appuyée sur ces legs pour asseoir sa domination. Bien sûr, le patriarcat et les LGBTI-phobies sont des outils de division de la classe ouvrière. Mais pas seule-

ment. À travers eux, la bourgeoisie cherche également à maintenir son ordre : la famille doit être conservée pour que subsiste l'héritage, c'est-à-dire le capital et sa transmission. Cette organisation de la société n'a donc rien de naturel ou d'immuable. C'est bien pour cela que les réactionnaires répriment tout ce qui s'oppose à l'ordre familial, en premier lieu les femmes et les LGBTI. C'est bien pour cela que la bourgeoisie a développé la distinction homo/hétéro, médicalisé et criminalisé l'homosexualité et la transsexualité.

Pourtant, le capitalisme, en mettant tout le monde à l'usine, a distendu les liens familiaux. En faisant des femmes des prolétaires, il a ouvert une voie pour leur émancipation. En somme, il a posé les premiers jalons d'une société où la structure familiale n'est plus à la base de toute notre vie. Un processus qu'il combat pourtant, car fondamentalement opposé à ses intérêts.

## NOTRE FIERTÉ, C'EST DE LUTTER

En finir avec la famille ne peut donc pas être la tâche de la bourgeoisie, c'est aux travailleurs et aux travailleuses qu'incombe ce rôle historique, n'ayant aucun intérêt à conserver une structure de transmission d'héritage, dont ils et elles sont privés, et d'oppression des femmes. Le prolétariat peut construire les structures pour remplacer la famille, comme la collectivisation des tâches ménagères, de l'éducation des enfants. Ce n'est qu'ainsi qu'il pourra mettre un terme au patriarcat et aux LGBTI-phobies.

Dès maintenant, prenons notre place dans les luttes LGBTI, même pour des revendications limitées, mais pour y proposer nos méthodes de luttes collectives et y faire entendre une voix ouvrière et révolutionnaire. Car ce ne sera que quand la classe ouvrière prendra la direction des luttes LGBTI qu'elles pourront être vraiment victorieuses. Et auprès de nos collègues, luttons pour com-



battre les idées réactionnaires, défendre que toutes ces luttes sont aussi les leurs. Faisons leur aussi confiance, notre unité et la nécessité de nous battre pour les intérêts de tous et toutes sonnent comme des évidences pour beaucoup chaque fois que nos luttes nous unissent contre notre patron, contre tout le patronat.

PAR MARINETTE WREN • 20/06/2023

## AUX ORIGINES DES PRIDES : LES ÉMEUTES DE STONEWALL

Le 28 juin 1970, à New York et Los Angeles, se tenaient les premières marches des fiertés, ou prides, qui depuis ont lieu chaque année dans de nombreux pays. Il s'agissait de commémorer l'anniversaire des « émeutes de Stonewall », débutées dans la nuit du 28 juin 1969.

## LA RÉVOLTE DES PLUS OPPRIMÉS

Le Stonewall Inn était un établissement illégal du quartier de Greenwich Village, accueillant des personnes homosexuelles et transgenres, notamment les plus marginalisées : afro-américaines, portoricaines, sans-abris, prostituées...

Alors que des policiers en civil étaient entrés pour prendre les identités des présents et présentes, les chasser du bar ou interpellés ceux et celles qui n'avaient pas leurs papiers, des clientes trans et lesbiennes malmenées par la police appelèrent la foule à se révolter.

À New York, comme ailleurs, des lois interdisaient alors le port de vêtements « destinés à l'autre sexe », chassaient les personnes homosexuelles des entreprises, et les bars avaient interdiction de leur servir de l'alcool. Les pièges tendus par la police, comme les descentes dans les bars illégaux, étaient monnaie courante. La révolte était donc celle de femmes et d'hommes qui n'en pouvaient

plus de la brutalité de la police, de l'ordre social et moral maintenu par les autorités.

Au moins 2 000 personnes y participèrent dès la première nuit, se saisissant du mobilier urbain et de tous les projectiles possibles pour faire reculer la police. Celle-ci, aidée par la force anti-émeutes, arrêta quelques personnes et en passa beaucoup à tabac, mais sans parvenir à disperser une foule qui revint cinq jours et nuits durant, renforcée par des travailleurs et travailleuses, des jeunes et moins jeunes, de tous les genres, couleurs de peau et orientations sexuelles.

Dans les mois suivants, des groupes militants se maintinrent pour mettre en place des lieux de rencontres homosexuelles et assurer leur sécurité face à la police.

## UN MOUVEMENT DE CONTESTATION PROFONDE

La révolte de Stonewall eut lieu dans le contexte de forte agitation sociale des années 1960 et 1970, aux États-Unis et ailleurs : mouvement afro-américain pour les droits civiques, luttes de libération nationale, mobilisations anti-impérialistes, particulièrement contre la guerre du Vietnam, luttes ouvrières et de la jeunesse, regain du mouvement féministe... Une nouvelle génération prenait la contestation en main dans l'espoir de changer de société.

Si, au début du xx<sup>e</sup> siècle, le mouvement ouvrier avait été particulièrement actif dans les luttes contre le racisme, le sexisme et l'homophobie, les directions bureaucratiques, réformistes et stalinienne avaient depuis des décennies mis de côté leur soutien aux opprimés.

Pour le mouvement des gays, lesbiennes et trans, les émeutes de Stonewall ont marqué une étape historique, celle de la naissance de nouvelles organisations, comme le Front de libération gay (GLF) et l'Alliance des militants gays (GAA), assumant la confrontation et la visibilité pour revendiquer l'égalité et l'émancipation, et non la négociation avec les autorités pour obtenir une discrète tolérance. Ce mouvement se répandit ensuite ailleurs, comme en France, avec le Front homosexuel d'action révolutionnaire (Fhar) fondé en 1971. Un mouvement de refus de la honte, un mouvement assumant la fierté de chacune et chacun !

PAR JEAN-BAPTISTE PELÉ • 18/06/2023

## ARGENTINE : LE MOUVEMENT LGBT ET LES RÉVOLUTIONNAIRES

Cet article est écrit par un militant du Mouvement socialiste des travailleurs (MST), un parti trotskiste argentin, qui revient ici sur son appréciation du mouvement LGBT et ses interventions.

Notre mouvement est puissant, nos marches des fiertés mobilisent aujourd'hui plus d'un million de personnes dans tout le pays. Sous la direction de la Fédération argentine LGBT qui regroupe plus de 120 organisations, dont notre courant, nos luttes unitaires avec d'autres secteurs ont permis de gagner la loi du mariage pour tous et toutes, avec le droit à l'héritage et à l'adoption, la loi sur l'identité de genre, avec le changement d'état civil, le traitement hormonal et chirurgical gratuit et sans conditions, la loi du quota trans de 1 % dans les

emplois publics, la troisième option de genre indéfinie sur la carte d'identité, la nouvelle loi plus protectrice sur le VIH...

Deux événements politiques majeurs ont donné son élan au mouvement LGBT. D'abord, le mouvement des droits humains, qui a joué un rôle essentiel pour renverser la dictature militaire en 1982. Ensuite, la rébellion populaire de décembre 2001, durant laquelle nous avons viré cinq présidents en un mois !

L'histoire du mouvement LGBT argentin commence en novembre 1967, deux ans avant Stonewall, lorsque des travailleurs de gauche ont créé le premier groupe politique gay. En 1971, plusieurs groupes ont fondé le Front de libération homosexuel (FLH), qui avait des liens avec le péronisme<sup>1</sup> de gauche et avec notre parti. Lorsqu'en 1975, un groupe armé d'extrême droite a menacé le FLH de mort, nous lui avons prêté notre local central pour ses réunions. Et durant la dictature, qui a assassiné cents de nos camarades du PST figurait un militant du FLH.

Le mouvement a repris en 1983. Depuis, nous avons intégré les revendications LGBT dans notre programme et nous sommes présents dans les marches des fiertés depuis la première qui s'est tenue, en 1992, où nous étions le seul parti politique. Nous lions ces luttes à d'autres mots d'ordre tels que «

Dehors le FMI » ou « Liberté pour les prisonnier.e.s politiques », et nous avons joué un rôle clé pour que le slogan central de la prochaine marche vise le gouvernement : « Pas un ajustement de plus, pas un droit de moins ! »

Avec la crise et les politiques d'austérité, le gouvernement coupe les aides aux collectifs, les violences policières et les transfémicides continuent, la droite et l'extrême droite politique et religieuse sont à l'offensive. Nous impulsions donc toujours l'unité d'action pour défendre chacun de nos droits, tout en dénonçant le gouvernement et le système, en promouvant le socialisme, et en construisant un parti révolutionnaire. Cette politique nous permet de regrouper des militants et militantes de l'avant-garde, et d'obtenir une large reconnaissance dans le mouvement. La lutte continue !

PAR PABLO VASCO • DIRIGEANT DE LA FÉDÉRATION ARGENTINE LGBT ET DU MST, SECTION ARGENTINE DE LA LIGUE POUR UNE INTERNATIONALE SOCIALISTE (LIS) MEMBRE DU FRONT DE GAUCHE DES TRAVAILLEURS - UNITÉ (FIT-U) • 18/06/2023

1. Courant politique argentin bourgeois aux contours très larges, dont se revendique l'actuel président Fernández

## Lois anti-trans aux États-Unis : combattons la montée des idées réactionnaires et les attaques anti-LGBT !

Le 17 mai, quatre lois anti-LGBT ont été promulguées en Floride, s'ajoutant aux 556 projets proposés dans tous les États du pays cette année. Ces lois jouent sur différents niveaux, de la restriction des droits à celle de l'accès aux soins, en passant par la stigmatisation, notamment des personnes trans.



En Floride, l'une de ces lois rejoint les dizaines de textes surnommés « ne dites pas "gay" », en censurant les livres et parties du programme scolaires qui évoqueraient la sexualité LGBT. Dans de nombreuses écoles et bibliothèques municipales, ces lois servent déjà de prétexte pour licencier.

Une autre de ces lois interdit l'accès aux traitements qu'utilisent les ados qui ne se reconnaissent pas dans leur genre assigné. Les Républicains ne lésinent pas sur la provocation en invoquant la protection de la santé des mineurs ! C'est au contraire du poison des discriminations et des idées d'extrême droite qu'il faut les protéger ! L'offensive cible aujourd'hui les trans, mais elle s'inscrit dans un ensemble d'attaques réactionnaires, à l'instar des reculs sur le droit à l'IVG. Dans un pays qui se targue d'être le plus avancé au monde, les institutions bourgeoises diffusent des idées réactionnaires, quitte à revenir sur des droits pourtant minimaux.

Au-delà des centaines de propositions de loi, la droite impose un climat de haine. D'une part, les Républicains fidélisent leur électorat en matraquant sur les chaînes d'infos leurs discours sur la « fin de la mo-

rale ». D'autre part, ils encouragent des militants violents à s'en prendre aux LGBT, aux centres d'IVG ou aux féministes. Dans ce climat, les Démocrates refusent de défendre les trans afin de changer réellement l'opinion publique. « Éliminez-nous et nous vous protégeons par la loi » disent-ils : c'est bien insuffisant face à toutes les attaques.

La droite utilise les faits divers les plus insignifiants pour mettre en scène une prétendue guerre morale qui clive de plus en plus les discussions, notamment dans le monde du travail. Au contraire, les travailleurs et travailleuses, hommes et femmes, trans ou cisgenres, auraient tout à gagner à se serrer les coudes, face à l'inflation et à la récession, pour défendre les droits de tous et toutes.

Pour faire face à la vague d'attaques et convaincre les millions de personnes sensibles à la propagande réactionnaire, il faudra une réaction d'ampleur, être des millions dans les rues, à l'image des étudiants de Floride ou des travailleurs de Disney à Orlando qui ont débrayé pour faire entendre leur colère contre ces lois inhumaines.

PAR LOUIS TROVA • 19/06/2023

## Metz : « Même repeint en arc-en-ciel, le capitalisme est criminel »

Le NPA était présent à la pride de Metz le 17 juin. Dès 13 h 30, les camarades ont diffusé un tract dans le village associatif : « Stonewall était une révolte, maintenant il faut une révolution », le message était clair et les discussions variées et intéressantes.

La prise de parole hypocrite du maire de Metz, François Grosdidier, - récemment rebaptisé le « Balkany de la Moselle » par StreetPress - révélait à quel point les marches des fiertés d'aujourd'hui sont loin des premières marches militantes et revendicatives. Lorsque le défilé s'est élancé, le cortège du NPA a pris sa place derrière sa banderole « Notre fierté, c'est de lutter : Révolution ! », pour mettre du rouge dans la pride et faire entendre la voix des LGBT des classes populaires. Militant, dynamique, politique et revendicatif, notre cortège n'est pas passé inaperçu. Les slogans et les pancartes anticapitalistes liant la lutte contre les oppressions à celle contre l'exploitation (invitant le mouvement contre la réforme des retraites dans la marche), contre le pinkwashing, pour la révolution et l'égalité réelle ont parfois interloqué. Mais ils ont souvent été repris au-delà de nos rangs.

CORRESPONDANT • 19/06/2023



# RÉPRESSION À La Poste : face à une répression qui monte de plusieurs crans, une résistance coriace

La première révocation d'un fonctionnaire pour son activité syndicale depuis 1952 a eu lieu en 2015 à La Poste : celle de Yann Lemerrer, représentant SUD et militant du NPA. Le licenciement en 2018 de Gaël Quirante, secrétaire de SUD Poste 92 a conduit à une grève de quinze mois dans les Hauts-de-Seine... pendant laquelle ont eu lieu seize interventions policières, quatre convocations au commissariat, sept procès à l'encontre de grévistes, trois gardes à vue et deux mises en examen. Dans le 92, une équipe syndicale combative, dirigée par des militants et militantes révolutionnaires, est parvenue à entraver depuis 2009 les restructurations par plusieurs grèves combinées à des dizaines de victoires au tribunal. Des bureaux comme Levallois ou Asnières n'ont pas été réorganisés depuis treize ans, quand la norme est de tous les deux ans. Entre l'été 2021 et le début 2023, la direction a traduit en discipline près de 70 adhérents et sympathisants SUD, avec des mises à pied allant jusqu'à trois mois et des procédures de licenciement. Elle a aussi intenté trois procédures pénales contre Gaël Quirante, avec deux décisions rendues fin 2022. Il risquait jusqu'à six mois de prison avec sursis. Gaël a été relaxé dans le cadre de ces deux procès : un vrai échec pour La Poste qui ne parvient pas à l'empêcher de militer malgré son licenciement.

## LA POSTE : UNE DIRECTION DE COMBAT

La démesure de la répression ne se cantonne pas au 92. Onze ans de mises à pied cumulées contre Olivier Rosay (militant syndical à Paris puis Toulon) pour des faits de prise de parole et de grève. Licenciement également en 2022-2023 des trois militants les plus actifs de la CGT dans le Calvados, qui

eux aussi avaient réussi à bloquer une série de réorganisations. Dans le 78, la direction a été jusqu'à faire intervenir des policiers, mitraillette au poing, pour déloger d'un bureau de Versailles Vincent Fournier (SUD Poste 78). Ce dernier « cumule » dix demandes de licenciement. Le 4 juillet prochain, plusieurs représentants CGT-PTT 66 risquent la révocation pour des faits de grève pendant le mouvement des retraites. La vague répressive touche tous ceux qui s'opposent à l'offensive postale actuelle (100 000 emplois supprimés en douze ans), syndiqués ou non.

## UN NOUVEAU CAP EST FRANCHI

La Poste est passée ces dernières semaines à des méthodes plus dures. S'appuyant sur la faiblesse des salaires, à peine au-dessus du smic, elle promet des primes de 3 000 euros si les réorganisations sont acceptées, et tente de monter une petite minorité de salariés contre les militants SUD : calomnies, menaces et pressions physiques jusque dans les réunions de CHSCT... Des méthodes qui n'ont pour l'instant pas réussi à empêcher les syndicalistes lutte de classe de continuer à silonner les bureaux.

## UNE LOGIQUE RÉPRESSIVE PLUS LARGE

La Poste est à la pointe d'une montée de la répression particulièrement visible dans les entreprises avec une présence syndicale historiquement forte : EDF, SNCF, RATP... La victoire des grévistes de Vertbaudet confirme néanmoins que même l'emploi de méthodes crapuleuses ne suffit pas à briser la combativité qui s'exprime à l'heure actuelle dans notre classe.

PAR UN CORRESPONDANT • 20/06/2023

# GRÈVE POUR LES SALAIRES Disneyland Paris : « Working Class on Parade »

Des grèves récentes pour les salaires ont marqué l'actualité, dont celle des femmes de Vertbaudet, sur lesquelles nous avons communiqué sur notre site. À Disney aussi, les Picsou du patronat ont été bousculés !

Disney a connu des semaines de fiertés ouvrières ! Une histoire magique, qu'on pourrait raconter : « Il était une fois, dans une ville qu'on appelle Marne-la-Vallée, au bout du RER A, une entreprise où les fontaines coulent à flots - sur fond de musique féerique et palais aux façades roses -, quand soudain des slogans revendicatifs se font entendre... » Oui, à la parade habituelle des Mickey, s'est substituée celle de milliers de « castmembers » (« salariés » en langage managérial) grévistes !

Dans cette entreprise de près de 15 000 salariés, il est difficile d'échanger sur les galères du quotidien : plannings et rythmes de travail changeant plus vite que la météo, roulement des effectifs, multiplicité des statuts, contrats courts qu'on nous promet de transformer en CDI (« un jour » !), intérim, sous-traitance. Mais ces freins à l'émergence d'une lutte collective, la colère les a faits sauter. Une rage à l'idée absurde qu'on pourrait « créer de la magie avec de la misère » ! Mais ras-le-bol de la « fée Clochette », place à la « fée clocharde » !

Tout a commencé par des débrayages début mai chez les techniciens de la maintenance des attractions et chez les salariés des spectacles ; puis la grève a gagné l'ensemble du parc : hôtellerie, propreté, restauration, sûreté et logistique et autres.

Un comité « Mouvement anti-inflation » (MAI) a réuni des salariés de maintenance, constitué en dehors des syndicats mais rejoint par certains. Des revendications ont été portées par le MAI en assemblée générale : 200 euros net d'augmentation, paiement double du dimanche travaillé et indemnité kilométrique doublée. Puis d'autres revendications ont émergé, contre des variations d'horaires d'un jour à l'autre, contre des déplacements pour seulement quatre heures de travail quand on a deux heures de trajet...

Le hit de la Reine des neiges a été adapté par les grévistes : grâce à leur lutte, c'est de leur travail qu'ils sont « libérés (et) délivrés ». Applaudissements de visiteurs ! Une journée a encore eu lieu le 19 juin, avec des grévistes plus déterminés que jamais.

PAR UNE CORRESPONDANTE • 19/06/2023

# GRÈVE À LA SNCF MOUVEMENT POUR LES RETRAITES : UN COMITÉ DE GRÈVE CHEZ LES CHEMINOTS DE STRASBOURG

La grève de 2023 a été l'occasion de renouveler l'expérience d'un comité de grève, en 2019 lors de la grève contre la réforme de la retraite « à points ». Dès janvier 2023, plutôt que de défiler en ordre dispersé, chacun sous ses couleurs syndicales, les cheminots ont joué collectif, avec des cortèges d'une centaine de travailleurs, preuve que la grève s'annonçait dynamique.

La date du 7 mars était très attendue par les cheminots de Strasbourg. Ce premier jour de la grève reconductible, après des journées de mobilisation isolées, beaucoup le voyaient comme le début des choses sérieuses. C'est dans cet esprit que l'assemblée générale a élu un comité de grève, d'une dizaine de grévistes, syndiqués ou pas, réélu chaque jour pour mettre en pratique les décisions de l'AG,

CORRESPONDANT | JUIN 2023



piquets, cortèges, caisse de grève... toutes les initiatives qui font vivre une mobilisation. Il a aussi tenu informés les cheminots par la rédaction d'un tract quotidien diffusé dans les différents services de la gare.

Élu par tous les grévistes, le comité de grève a créé un cadre où syndiqués et non syndiqués ont pu pleinement s'investir. Cela a permis à la grève de déployer toute

son énergie et aux grévistes de multiplier les initiatives sans attendre des consignes ou mots d'ordre d'en haut. En s'organisant eux-mêmes, les cheminots ont pu incarner une force aux yeux d'autres travailleurs. Le 22 mars, quand ils ont décidé d'organiser un barbecue place de la gare, ce sont plus de 300 personnes qui sont venues participer et débattre. Une soirée restée dans les mémoires comme un beau succès, qui a illustré l'efficacité d'une organisation collective dirigée par les grévistes.

Bien sûr, le comité de grève n'a pas eu une influence décisive sur le mouvement. Sa portée est restée modeste et privée des vis-à-vis qui ont existé lors d'autres conflits (AG interpro locale, comités de grèves d'autres villes...). Mais restent une expérience d'auto-organisation et des liens précieux.

PAR DES CORRESPONDANTS • 19/06/2023

# AUTOMOBILE RENAULT : CHÔMAGE ET SALAIRES AMPUTÉS, QUAND LES TRAVAILLEURS PAIENT LA NOTE DES CHOIX DES PATRONS

Chez Renault, plusieurs usines connaissent des semaines de chômage partiel à répétition, particulièrement les usines d'assemblage. À Douai, plus de quatre semaines de chômage ont été imposées sur les seuls mois d'avril et de mai, et deux mois à Flins depuis le début de l'année. Il y a bien un accord d'activité partielle de longue durée (APLD) qui garantit aux salariés de Renault en activité partielle 100 % de leur rémunération... Mais en leur volant au passage des jours de RTT. En sont exclus les intérimaires, nombreux sur les chaînes de montage, dont les revenus sont lourdement impactés.

Depuis le début de ce chômage endémique, les directions de sites dédouanent Renault de toute responsabilité en invoquant la pénurie mondiale des semi-conducteurs. Sauf qu'à l'usine Renault ElectricCity de Douai, la responsabilité du constructeur se voit comme le nez au milieu du visage. Le PDG du groupe Renault, Luca De Meo, a décidé de déplacer le centre de gravité de Renault vers l'électrique haut de gamme, avec pour seul objectif d'augmenter sa rentabilité, avec en ligne de mire la capitalisation boursière délirante de Tesla. Pour singer Musk, il a été décidé de ne plus fabriquer en France que des véhicules électriques vendus à des prix exor-

bitants. Sauf que la concurrence fait rage : des voitures Tesla vont arriver sur le marché au même prix que la Mégane, alors que le constructeur chinois MG4 propose déjà sa rivale sous la barre des 30 000 euros (avant déduction du bonus).

Face à cela ça, l'usine de Douai qui assemblait les véhicules thermiques « à forte valeur ajoutée » (Mégane, Scenic, Espace et Talisman) ne fabrique plus qu'un seul véhicule depuis le 9 mai dernier : la Mégane électrique, au coût réhibitore - près de 40 000 euros, bonus déduit. Avec moins de 65 000 Mégane par an, les ventes sont bien en deçà de la capacité de production installée (près de 280 000 véhicules par an), mais également des prévisions de ventes. Et ce n'est pas la fabrication et la commercialisation du Scenic électrique prévue début 2024, plus coûteuse encore que la Mégane, qui changera la donne.

D'où l'inquiétude des salariés de Douai ou Flins, et de Cléon (fournisseur des moteurs électriques) qui va être restructuré en quatre entités filialisées à l'automne prochain, et la colère qui ne pourra qu'exploser avec l'attaque qui se prépare sur nos salaires et nos emplois.

CORRESPONDANT • 20/06/2023



CORRESPONDANT | JUIN 2023

# AUTOMOBILE RESTRUCTURATION ET CAPITALISME VERT : APRÈS RENAULT, MAINTENANT PSA-STELLANTIS

Pendant que le PDG de Stellantis Carlos Tavares bat le rappel des fonds publics pour l'usine ACC de batteries dans le Nord, et que la restructuration occasionnée par la conversion vers l'électrique bat son plein à Renault, elle s'annonce redoutable aussi à Stellantis.

À PSA Metz-Borny et PSA Trémery, la direction voudrait supprimer environ 2 000 emplois. Elle veut forcer les salariés à quit-

ter PSA pour deux nouvelles filiales de Stellantis : E-Transmissions, pour les boîtes de vitesse des hybrides, et E-Motors, pour des moteurs électriques. Baisse de salaires et des primes, perte de qualification et d'acquis, changement de statut... À PSA Tremery, la direction ne trouve pas assez de volontaires. Elle propose une prime exceptionnelle de 7 500 euros pour le transfert... sans succès. Brader son CDI PSA pour finir coincé dans

# « Réindustrialisations » et « transition écologique » : l'État aux petits soins du patronat...

Lors du dernier sommet « Choose France » du 15 mai au château de Versailles, Macron cherchait à convaincre deux cents dirigeants d'entreprises françaises ou étrangères d'investir massivement dans l'Hexagone. Avec plusieurs annonces d'implantations ou extensions industrielles, il érige la réindustrialisation en « mère des batailles » pour conserver la France à sa première place de pays européen le plus attractif pour les capitaux étrangers.

Macron s'est rendu à Dunkerque pour confirmer l'ouverture de deux usines de batteries électriques, celle du constructeur taiwanais ProLogium (5,2 milliards d'euros investis) et celle du Chinois XTC et du Français Orano (1,5 milliard investis).

De quoi vanter la création de « 20 000 nouveaux emplois industriels d'ici la fin de la décennie dans le bassin de Dunkerque », alors que des travailleurs, notamment de l'usine menacée de fermeture de Valdunes, manifestaient.

Les Hauts-de-France, particulièrement le secteur automobile, sont la cible de cette politique de « réindustrialisation ». Pour la période 2022-2027, le gouvernement compte investir dans tout le pays 54 milliards d'euros en faveur de l'industrie et de la « transition écologique ».

Plusieurs usines de batteries électriques ont été implantées au plus près des usines automobiles en pleine restructuration : ACC à Douvrin pour Stellantis et Mercedes, Envision Douai pour Renault. Alteo et Wscope (composants de batteries) parlent d'investir 600 millions à proximité de Toyota. Il s'agirait de garantir un approvisionnement sécurisé de batteries électriques, face à la Chine qui possède un quasi-monopole sur leur production.

Pour ses champions, l'État met les moyens. Pour l'usine ACC, Stellantis, Mercedes et Total vont toucher 1,3 milliard d'euros de subventions. Et Xavier Bertrand rappelle

que les collectivités ont mis « 60 millions d'euros pour Verkos, 60 pour Envision et 80 pour ACC. »

En 2019, l'État avait versé 160 milliards de subventions pour les entreprises, subventions qui ont explosé depuis la pandémie. Pour créer des emplois ? Pour ne prendre que l'exemple de l'usine ACC de Douvrin, 400 emplois auraient été créés... Mais juste à côté, l'usine PSA de fabrication de moteurs, avec 1 200 salariés, doit fermer en 2025. De fait, les emplois à ACC seront surtout pour les ingénieurs et techniciens de PSA Douvrin, très peu pour les ouvriers.

Pour concurrencer les pays asiatiques, l'État français a investi 2,9 milliards d'euros sur 5,7 milliards dans la nouvelle usine de micro-processeur de STMicroelectronics, qui s'engage à fournir 1 000 emplois. À ce prix-là, l'État aurait directement pu payer 5 000 salariés pendant 10 ans à 2 500 euros net !

« Les délocalisations ou relocalisations ne visent qu'à opposer les travailleurs de tous les pays pour mieux les exploiter tous. »

Quant à la gauche, elle accorde en réalité ses violons à la partition patronale : il faut la « préférence nationale » pour le PCF, des barrières douanières écolos européennes pour EELV, ou encore réclamer le « non-respect de la concurrence européenne » pour LFI. Autant de positions qui sont autant d'outils au service du patronat français dans sa lutte contre ses concurrents internationaux. Les délocalisations ou relocalisations ne visent qu'à opposer les travailleurs de tous les pays pour mieux les exploiter tous.

PAR STEFAN INO • 19/06/2023

une filiale incertaine, c'est sûr que ça fait pas rêver.

Lors d'un salon à Las Vegas en janvier, Tavares a multiplié les jérémiades et menaces : il faudrait se préparer à « un combat terrible » avec la concurrence (notamment chinoise). Constatant la difficulté à vendre des véhicules électriques à un prix abordable, il déclarait : « Si le marché se contracte, nous n'avons pas besoin d'autant d'usines. Certaines décisions impopulaires devront être prises. »

La direction veut concentrer la production en un minimum de sites. À PSA Metz et Trémery, le carnet de commande est plein, il y a beaucoup d'heures supplémentaires et d'intérimaires. Le passage total à l'électrique sous dix ans n'est qu'un prétexte. Le problème de Stellantis ce n'est pas l'écologie mais d'accélérer la rentabilité d'un groupe mondial de 400 sites.

PAR UN CORRESPONDANT • 19/06/2023

>> SUR LE SITE

Plus d'articles et brèves des premières lignes à lire :

[www.nouveaupartiantcapitaliste.fr](http://www.nouveaupartiantcapitaliste.fr)



# LECTURES D'ÉTÉ... Des livres pour s'évader !

Pour l'été et ses moments de loisirs, voilà des livres. Leur présentation résulte de choix subjectifs, avec pour boussole un « zoom » sur des ouvrages récents et en poche (donc pas trop chers), ouvrant sur des situations sociales et politiques et sur d'autres pays et continents aussi. Évasion dans l'espace et le temps, et plaisir et intérêt garantis... du moins nous l'espérons !



**ET ILS DANSaient LE DIMANCHE,**  
PAOLA PIGANI (LIANA LEVI PICCOLO)

1929, une jeune Hongroise arrive à Lyon pour travailler dans une usine de production de viscosse (soie artificielle bon marché). C'est le quotidien des travailleurs du coin, immigrants d'origine italienne ou française, dans ces années 1930. Pauvreté, chômage, racisme et montée de l'extrême droite, puis Front populaire.

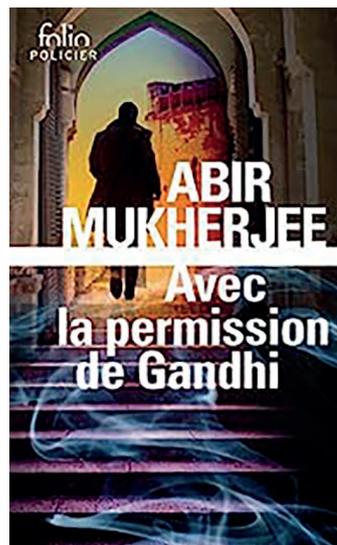
////////////////////////////////////



**LA CARTE POSTALE,**  
ANNE BEREST (LE LIVRE DE POCHE)

Des années après la réception d'une carte postale anonyme, portant le nom de membres de sa famille morts à Auschwitz, l'autrice mène l'enquête pour savoir d'où vient cette carte. Ce qui la mène à la découverte de parcours d'exilés de la Russie vers la France en passant par la Palestine. Elle finit par trouver ses réponses...

////////////////////////////////////



**AVEC LA PERMISSION DE GANDHI,**  
ABIR MUKHERJEE (FOLIO POLICIER)

Dans ce troisième volume d'une série commencée avec *L'Attaque du Calcutta-Darjeeling* et *Les princes de Sambalpur* (Folio policier également), voilà à nouveau Sam Wyndham et l'Inde coloniale des années 1920, sur fond des débuts du mouvement de désobéissance civile pacifique lancé par Gandhi. Une intrigue policière mêlant histoire et politique, épinglant le racisme et les préjugés de la société coloniale.

////////////////////////////////////

**LA VILLA AUX ÉTOFFES,**  
ANNE JACOBS (0-18)

Cinq volumes sortis en poche. À Augsbourg, dans le sud de l'Allemagne, la famille Melzer, grande bourgeoisie, possède son usine textile et emploie de nombreux domestiques. Ce petit monde vit au gré des tumultes de l'histoire politique, économique et sociale du pays entre 1913 et la veille de la Seconde Guerre mondiale (l'action d'un sixième et dernier volume, qui n'est pas encore sorti en poche, se passe après la guerre).

////////////////////////////////////

**L'ÉCOLE DES SOIGNANTES,**  
MARTIN WINCKLER (FOLIO)

Roman-manifeste pour une autre pratique de la médecine qui se déroule dans le futur, en 2030. On y retrouve des personnages d'un autre ouvrage de l'auteur, *Le Chœur des femmes*, roman pluriel réquisitoire contre la façon dont la médecine traite les femmes dans la société actuelle. Une utopie qui fait réfléchir sur l'existant.

////////////////////////////////////

**MINUIT À ATLANTA,**  
THOMAS MULLEN (RIVAGES/NOIR)

Le troisième volume d'une série se déroulant à Atlanta, dans le sud des États-Unis dans les années 1950 (*Darktown* et *Temps noirs*, les deux premiers, sont à lire aussi), alors que la ville a embauché ses premiers policiers noirs. Là, en 1956, le mouvement de boycott des bus vient de commencer à Montgomery, dans l'État voisin, quand le directeur noir d'un journal est retrouvé assassiné. Racisme et anticommunisme sont au programme

**CRÉPUSCULE À CASABLANCA,**  
MÉLVINA MESTRE (POINTS)

Casablanca 1951, dans le Maroc colonial sous domination française, Gabrielle Kaplan, détective privée (au féminin, ce qui est rare), est chargée d'une affaire a priori sans difficulté et se retrouve entre cadavres et hommes de main - CIA, truands et autres policiers. Entre polar, roman d'espionnage et historique - CIA, truands et autres policiers. Entre polar, roman d'espionnage et historique.

## Deux livres au cœur de la Russie post-soviétique

**LA PESTE SUR VOS DEUX FAMILLES,**  
ROBERT LITTELL (J'AI LU)

Richesse de l'intrigue ? Profondeur psychologique des personnages ? Ce roman vaut surtout par la réalité historique qu'il donne à voir : la Russie de Boris Eltsine, après la chute de l'URSS, livrée aux - gros ! - appétits capitalistes. On y suit les affrontements sanglants entre gangs mafieux en concurrence sur le marché de la sécurité privée à Moscou quand ils ne se transforment pas eux-mêmes en investisseurs tout à fait respectables. Des voyous anticommunistes, misogynes et antisémites, fort peu sympathiques !

**LE TIGRE,**  
JOHN VAILLANT (LIBRETTO)

Sur la même période, nous voilà embarqués à la fin des années 1990 loin de Moscou, dans l'Extrême-Orient russe et sur les pas de Iouri Trouch, responsable de « l'Inspection Tigre. » Elle a pour mission de neutraliser un des tigres de Sibérie qui a malencontreusement dévoré quelques habitants d'un village isolé. À partir de cette histoire vraie, John Vaillant, journaliste de son état, mène une enquête minutieuse sur l'histoire et la sociologie de cette région reculée qui subit de plein fouet une paupérisation massive due à l'écroulement du système soviétique. Et des pages passionnantes sur le tigre de Sibérie et les rapports complexes qu'il entretient avec la population locale.

## LES MOTS SONT DES ARMES

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										

### VERTICAL

- A SALAIRE DIFFÉRÉ
- B RENDU PUBLIC
- C ARRIVA - SON NOM EST JOHNNY
- D POUR L'ORGANISATION - SE FONT À DEUX
- E A LE 1 HORIZONTAL DANS UN DE SES TITRES - ACHEVAIT LA MESSE EN LATIN
- F ALERTES OU ATTRAYANTES
- G POSSESSIF - DÉPÊCHE QUI A ENTRAÎNÉ UNE GUERRE - LA CHINE PRÉTEND EN ÊTRE UNE
- H EUE SANS EFFORT - AUTEUR À SUCCÈS
- I SUCRES - À PEINE ROUGI
- J TOILE OU PRÉCIS - SE FAIT SUR LE TERRAIN

### HORIZONTAL

- 1 AFFAIRE DE PLANÈTE... ENTRE AUTRES
- 2 ALLONGÉ - PERMET DE PORTER
- 3 DANSES ARGENTINES - PRÉCIS OU TOILE
- 4 IL N'A PAS ÉTÉ QUESTION DE LES ALLONGER, ELLES - ÉVIDENCES PAR MACRON
- 5 PARESSEUX - ON L'A DANS LA PEAU
- 6 VENU - APRÈS LE DOCTEUR - SOLEIL
- 7 INTERVIENT DANS UN RELAIS - C'EST CE QUE VOUS CHERCHEZ
- 8 ENZYME
- 9 S'ACHÈVE D'UNE BALLE - LUI AUSSI EST RÉVOLUTIONNAIRE

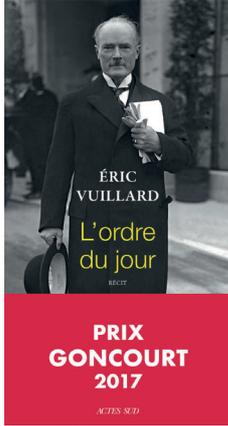
**MAHMOUD OU LA MONTÉE DES EAUX,**  
ANTOINE WAUTERS (GALLIMARD)

Syrie, en pleine guerre civile, un vieil homme au crépuscule de la vie prend sa barque. Mahmoud, poète épris de liberté, raconte : ses enfants partis se battre contre Bachar el-Assad, son passage en prison sous la dictature d'Hafez el-Assad, les exactions de Daech... mais aussi ses amours et ses souvenirs d'enfance dans un village maintenant englouti par les eaux à la suite de la construction d'un barrage. Mélancolie et écriture magnifique !

////////////////////////////////////

**LE TEMPS OÙ NOUS CHANTIONS,**  
RICHARD POWERS (10-18)

En musique dans les États-Unis des années 1930 aux années 1990. C'est la vie d'une fratrie métisse née d'un père juif allemand et d'une mère noire. Les deux frères et la sœur perdent peu à peu leur innocence enfantine et cherchent de différentes manières, entre intégration et engagement, leur place dans une société gangrenée par le racisme. Un roman dont le fil conducteur est la musique, échappatoire qui rassemble tous les personnages. Et des thèmes aussi variés et finement abordés comme le pardon, les ruptures familiales, les non-dits et les liens fraternels. Un grand livre sur les contradictions de la société américaine et le contexte dans lequel s'est développé le mouvement noir américain.



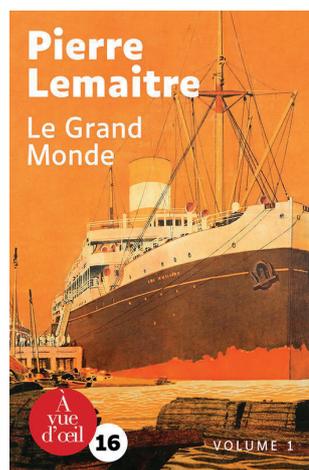
**UN AUTEUR : ÉRIC VUILLARD**  
**L'ORDRE DU JOUR (BABEL)**

*Révoltes des paysans en Allemagne au XVI<sup>e</sup> siècle, Révolution française, partage de l'Afrique entre grandes puissances, massacres des Amérindiens aux États-Unis, boucherie de la Première Guerre mondiale, arrivée au pouvoir du nazisme, guerre d'Indochine... C'est à une grande relecture de l'histoire moderne, sous forme pamphlétaire contre les dominants, que se livre Éric Vuillard depuis plusieurs années. La recette, succulente, est toujours la même : des récits courts et très documentés, une plume acérée, des portraits assassins des puissants. En somme, l'histoire racontée du bon côté de la barricade, ce n'est pas tous les jours !*

**SILENCIOS,**  
DE CLAUDIO FAVA (J'AI LU)

Argentine 1978, la dictature de Videla sévit depuis deux ans et s'apprête à accueillir la Coupe du monde de football pour faire diversion. Dans le club de rugby de La Plata, formé de jeunes travailleurs ou lycéens et étudiants plutôt pauvres, à l'image de leur quartier, les joueurs ne s'occupent pas de politique. Sauf quand l'assassinat d'un des leurs les fait réagir... et fait réagir le pouvoir aussi. Écrit par un député et leader de la gauche italienne, ce court roman est inspiré d'un fait réel et rend hommage à ceux qui un jour disent non, quelles qu'en soient les conséquences.

////////////////////////////////////



**FRAKAS,**  
THOMAS CANTALOUPE (FOLIO)

Après l'Algérie, les coulisses de la décolonisation camerounaise. Dans cette suite de Requiem pour la République, l'auteur et ancien journaliste continue sa radioscopie de la mise en place de la Françafrique : massacres des populations, coups tordus, affaires lucratives pour des entreprises françaises sont au programme ! Un roman passionnant, documenté. Humour et cynisme au rendez-vous : l'un des personnages le plus moral et le plus loyal est un... mafieux !

////////////////////////////////////

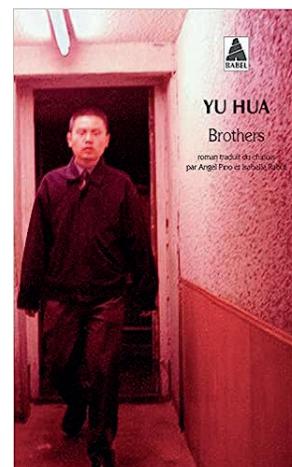
**LE GRAND MONDE,**  
PIERRE LEMAITRE (LE LIVRE DE POCHE)

Après sa trilogie courant de la Première à la Seconde Guerre mondiale, Pierre Lemaitre s'attaque au début des « trente glorieuses ». L'intrigue foisonnante nous fait voyager de Beyrouth à Saïgon en passant par Paris, sur les traces des enfants de la famille Pelletier, propriétaires d'une savonnerie au Liban. Saga familiale aux multiples rebondissements sur fond de trafic de piastres, de féminicides et de répression des grèves des mineurs du Nord. Un grand art à entremêler la petite histoire dans la grande.

////////////////////////////////////

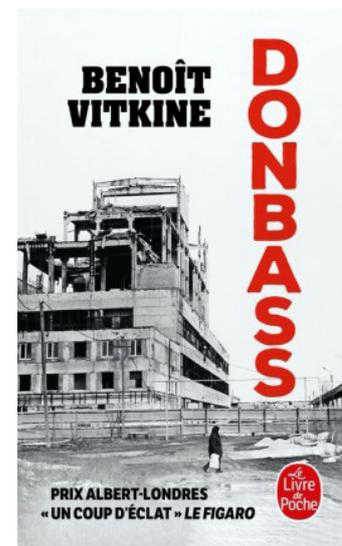
**UNE ÉTINCELLE DE VIE,**  
DE JODI PICOULT (BABEL)

Ce roman américain sorti en 2019 en France est en phase avec une actualité américaine. Celle de la remise en cause du droit à l'avortement. Le récit se déroule au Mississippi : une attaque armée suivie d'une prise d'otages à lieu dans la dernière clinique de l'État à pratiquer l'avortement. Suivi de différents personnages, heure par heure mais à rebours des événements, et découverte de ce qui les a amenés là. Récit captivant, non sans rebondissements. Des personnages complexes et attachants. Un document sur l'avortement.



**BROTHERS,**  
YU HUA (BABEL)

Deux demi-frères sont entraînés dans les bouleversements économiques et politiques de la Chine, de la « révolution culturelle » à l'ouverture économique contemporaine. Ce roman qui pèse son poids de près de 1 000 pages, ne tombe pas des mains pour autant : Yu Hua, auteur également du très bon Vivre ! sur la campagne chinoise des années Mao, nous passionne au récit du destin de ces deux frères dont la solidarité est mise à l'épreuve par leurs trajectoires sociales opposées. L'utile et l'agréable pour en savoir plus sur l'essor d'une Chine capitaliste et inégalitaire.



**DONBASS,**  
DE BENOIT VITKINE (LE LIVRE DE POCHE)

L'auteur, grand reporter au Monde, a obtenu le prix Albert-Londres (récompense prestigieuse de journalisme) en 2019 pour une série de reportages sur l'Ukraine, dont le Donbass, région minière de l'est du pays, en guerre depuis 2014 suite au soulèvement de séparatistes pro-russes. L'assassinat sauvage d'un enfant est le point de départ de l'enquête... qui nous entraîne dans cette région, en 2018 alors que la guerre y sévit depuis quatre ans. La première guerre, avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie de Poutine le 24 février 2022.

////////////////////////////////////

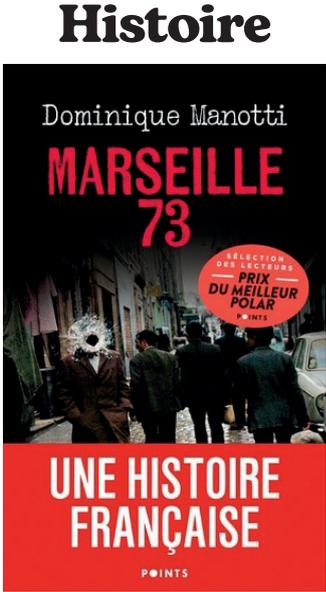
**CHAVIRER,**  
LOLA LAFON (BABEL)

Celle qui « chavire », c'est Cléo, une adolescente de milieu populaire passionnée de danse. Pleine de rêves d'ascension sociale et de succès, Cléo est victime d'un réseau de prédateurs sexuels... Dans un livre à la narration éclatée, on retrouve Cléo à différents âges de sa vie en prise avec ce passé traumatique. Lola Lafon décortique avec finesse les mécanismes d'emprise, la gestion de la culpabilité, la reconstruction... Une lecture dure mais essentielle sur un sujet majeur de notre société.

////////////////////////////////////

**UNE BONNE ADRESSE POUR  
ACHETER OU COMMANDER  
VOS LIVRES : OUVRAGES  
POLITIQUES, ROMANS...  
LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE,  
LA LIBRAIRIE MILITANTE**

27, rue Taine 75012 Paris  
Tél : 33-1 49 28 52 44  
Mail : [contact@la-breche.com](mailto:contact@la-breche.com)  
Du lundi au samedi 12h-20h  
Vos commandes : [la-breche.com](http://la-breche.com)



**MARSEILLE 73,**  
DOMINIQUE MANOTTI (POINTS POLICIER)

C'est le style d'un roman policier, partant de l'enquête sur la mort du jeune Lounes dans une ratonade à Marseille. Mais l'histoire vraie d'une vague d'attentats racistes qui a marqué l'été 1973 dans le midi de la France, alors qu'entraînait en application une nouvelle loi contre l'immigration (déjà !). Milieux d'extrême droite issus de l'OAS de la guerre d'Algérie, leurs liens avec les politiciens de droite, leurs relais dans la police. De l'autre côté : création du Mouvement des travailleurs arabes (MTA), grèves des travailleurs migrants qu'il organise contre le racisme et la loi sur l'immigration, et pleutrierie des syndicats, CGT en tête, qui s'en désolidarisent. À 50 ans d'intervalle, un polar en résonance avec l'actualité d'aujourd'hui.

**>> SUR LE SITE**

Plus d'articles et brèves  
culture à lire :

[www.nouveaupartiantcapitaliste.fr](http://www.nouveaupartiantcapitaliste.fr)



# Du NPA aux « Forums » pour construire un nouveau parti

## DE LA SUITE DANS LES IDÉES OU DANS LA DÉRIVE

Comme une partie de nos lecteurs et lectrices le savent probablement, une scission dans le NPA intervenue à l'occasion de son dernier congrès de décembre 2022, a entraîné une moitié de l'ancienne organisation, derrière ses porte-parole Philippe Poutou, Olivier Besancenot et Christine Poupin, vers une politique nettement assumée d'alliances avec la gauche radicale, dont une partie milite avec la FI, voire la Nupes. Les extraits de notre intervention à la fête de Lutte ouvrière, publiée ci-contre en page 15, rappellent les raisons politiques de cette scission. L'évolution des camarades qui ont suivi Philippe Poutou est rapide. Leurs liens politiques tissés avec la FI sont multiples. À leur agenda, le 7 juillet prochain, un « Forum des anticapitalistes » sur lequel nous nous exprimons ci-dessous... certes avant qu'il se tienne, mais au vu et lu du projet et de la liste des signataires de l'initiative.

## DÉJÀ EN 2020...

« Les organisations de gauche, même radicales et anticapitalistes, sont en crise [...]. C'est pourquoi nous voulons commencer à créer, dès maintenant, une nouvelle organisation politique », écrivait en novembre 2020 l'appel « Rejoignons-nous ». Il avait été signé par quelques militants issus du PCF, dont l'ancien député Pierre Zarka, des militants syndicaux, d'ex-militants du NPA l'ayant quitté depuis plusieurs années et une poignée de militants toujours au NPA, dont

l'une de ses porte-parole. Les mêmes qui pour l'élection présidentielle s'étaient prononcés pour que le NPA ne présente pas de candidat à la présidentielle de 2022. Leur signature de cet appel à créer un nouveau parti avait suscité à l'époque des oppositions dans le NPA, y compris parmi ceux qui étaient de la même tendance que des signataires.

## AUJOURD'HUI, L'APPEL AU FORUM DU 7 JUILLET ANNONCE...

« Les organisations actuelles ne suffisent pas et nous avons besoin de nous organiser davantage, de nous réunir pour construire, à terme, une nouvelle force démocratique et pluraliste, pour la justice, l'égalité et la démocratie, pour les solidarités internationales [...] Cette organisation politique pourra être présente dans l'arène électorale et institutionnelle. [...] Ce forum sera une première étape qui doit nous permettre de débattre ensemble des contours d'une nouvelle organisation à construire », « Organisons-nous pour construire l'alternative. »

Aux côtés des mêmes ex-PCF, d'Ensemble et d'autres petits courants, des dizaines de signataires du nouvel appel affichent l'étiquette NPA, dont Philippe Poutou, Olivier Besancenot et une partie de l'ancienne direction du NPA, celle qui a quitté le congrès de décembre dernier « pour pouvoir travailler avec la FI ».

## « REJOIGNONS-NOUS » A DONC ÉTÉ REJOINT !

Et vogue la galère pour la naissance d'un nouveau parti ? Première escale annoncée, les élections européennes de juin 2024 ? L'idée des signataires, telle qu'exprimée dans la revue *L'Anticapitaliste*<sup>1</sup>, est que le NPA serait un échec, n'ayant pas réussi à créer un grand parti regroupant révolutionnaires et anticapitalistes au sens large. La laine lui aurait été mangée sur le dos par « la rupture de Mélenchon avec le social libéralisme », qui a attiré à lui « le milieu radicalisé ». L'échec du NPA aurait été de ne regrouper que des militants révolutionnaires différentes, y compris venus de tendances d'origines trotskistes.

## POUR NOUS, PLUTÔT UN SUCCÈS D'AVOIR RÉSISTÉ À CETTE ÉVOLUTION !

Et un succès d'avoir attiré à notre NPA, qui a résisté aux sirènes de la gauche, dans les derniers mouvements sociaux comme lors que la campagne électorale de Philippe Poutou, de nombreux jeunes, attirés par les idées révolutionnaires plutôt que par des alliances électorales avec la Nupes et ses péripéties politiciennes. Pour changer le rapport de force en faveur du monde du travail, pour lutter contre la progression des idées d'une extrême droite qui profite de la dégradation de la situation sociale pour distiller sa xénophobie au nom du protectionnisme économique (que la gauche, même mélenchoniste, encense aussi), il n'y aura de décisif que le terrain des luttes. Et quand on regarde le monde, cette guerre d'Ukraine en Europe, cette colère sociale qui monte en Amérique latine, au Soudan ou au Sénégal, c'est un parti révolutionnaire qu'il nous faut, et non une « gauche de la gauche ».

C'est à cette tâche que s'attelle le NPA, celui qui continue.

PAR OLIVIER BELIN • 19/06/2023

1. Manu Bichindaritz, « Des forums anticapitalistes pour débattre, dépasser et construire », Revue *L'Anticapitaliste* n°146 (mai 2023).

# RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES DU NPA

DU 26 AU 30 AOÛT  
47230 BARBASTE

ATELIERS, FORUMS, MEETINGS...

ARRHES À PARTIR DE 100€

ON NE CRÈVERA PAS POUR LE PATRONAT !

## RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES

# Cet été à Barbaste, quatre jours pour changer le monde !

## RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES

DU 26 AU 30 AOÛT

Du 26 au 30 août, le NPA tiendra ses « rencontres d'été révolutionnaires » à Barbaste, dans le Lot-et-Garonne.

Quatre jours de débats, échanges et ateliers, pour revenir sur ce qui a marqué l'actualité nationale et internationale de l'année - à commencer par cette mobilisation contre la réforme des retraites qui n'a pas encore dit son dernier mot ! -, se former, partager nos expériences. Pour discuter du parti communiste, révolutionnaire et internationaliste que nous voulons construire.

Mais aussi pour nous retrouver, dans un cadre convivial, autour des piscines, du bar ou du terrain de volley, venir entre collègues ou en famille, rencontrer des militants et sympathisants venus des quatre coins de France, mais également issus de bien d'autres pays.

Inscription en ligne via Hello Asso, à l'adresse suivante : <https://cutt.ly/LwqgONHa> (et via le QR-code ci-contre)



Pour nous contacter et pour toute question concernant les rencontres, écrivez-nous à l'adresse : [rencontres.ete@nouveaupartianticapitaliste.fr](mailto:rencontres.ete@nouveaupartianticapitaliste.fr)

## ON VOUS ATTEND À BARBASTE (47230)

RÉSIDENCE LE DOMAINE DU GOLF D'ALBRET, 177 ROUTE DE BORDEAUX, 47230 BARBASTE

ACCUEIL LE SAMEDI 26 À PARTIR DE 17 HEURES,  
DÉPART LE MERCREDI 30 APRÈS-MIDI

# LE NPA ÉTAIT AUSSI À LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

EXTRAITS DE L'INTERVENTION DE NOTRE CAMARADE DAMIEN SCALI, AU FORUM QUE NOUS AVONS TENU À LA FÊTE DE LO

Pour beaucoup ici et dans le pays, le NPA est associé à Philippe Poutou. Et jusqu'à présent, nous étions plutôt fiers d'être identifiés par un porte-parole ouvrier, reconnu par de nombreux travailleurs comme révolutionnaire. Mais depuis son cinquième congrès, en décembre 2022, les choses ont changé. Philippe Poutou et ses camarades, parce qu'ils n'ont pas réussi au congrès de leur parti à obtenir une majorité en soutien à leur politique d'alliance avec la Nupes, puis en faveur d'un rapprochement avec la FI, ont décidé de quitter le congrès. Nous sommes le NPA qui l'a continué, a refusé ce choix de courir derrière la gauche soi-disant radicale, un NPA révolutionnaire, du nom justement du journal que nous avons lancé [...], qui a eu les deux pieds dans le dernier mouvement social d'ampleur que nous venons de connaître [...], qui est fort de centaines de militants, jeunes, travailleuses et travailleurs de différents secteurs, santé, cheminots, RATP, Poste, industrie automobile, chimie, etc.

C'est ce NPA qui est ici, à la fête de LO, le seul qui a tenu à être présent [...]

Il y a un mois environ, nous avons rencontré les camarades de Lutte ouvrière, à notre demande, en vue de la fête actuelle et pour exposer cette situation nouvelle. La question qu'ils ont soulevée : puisque vous vous revendiquez être le NPA, assumez-vous son héritage politique ? Il est toujours délicat de parler d'héritage entre révolutionnaires qui militent pour abolir la propriété privée. Par ailleurs, notre volonté est de démontrer dans les faits, par notre pratique militante, l'orientation que nous portons, bien plus que par un pedigree politique tourné vers le passé. Mais pour faire une réponse, c'est très simple : nous sommes les héritiers des

bagarres politiques que nous avons menées au sein du NPA. Et nous l'assumons pleinement et avec fierté. [...] Notre NPA est donc le produit de ce refus intransigeant de filer le train à la « gauche de la gauche » à quelque occasion que ce soit. Mais aussi de la volonté de militer avec d'autres révolutionnaires dès lors que des bases politiques minimum d'indépendance de classe sont réunies. [...]

Car même si nous avons toujours le même nom que celui sous lequel nous avons milité durant la dernière décennie, tout a d'ores et déjà complètement changé pour nous depuis quelques mois. Nous sommes en train de construire une nouvelle organisation. Une organisation qui se donne comme objectif de long terme de contribuer à la construction d'un parti des travailleuses et des travailleurs, communiste, révolutionnaire et internationaliste comme notre journal l'indique.

Une fois cet objectif proclamé, comment comptons-nous nous y prendre ? Je me contenterai d'évoquer trois pistes, parmi les plus essentielles.

1) Notre but est de faire vivre les idées révolutionnaires directement au sein du prolétariat. [...] La confusion ou le désintérêt politique y côtoient la montée des idées d'une extrême droite qui se prétend le premier parti ouvrier du pays. Mais cela se couple avec une politisation d'une partie du prolétariat qui, même confusément, cherche les voies et les moyens de sa propre émancipation. [...]

2) Nous combattons aussi pour une politique permettant aux travailleurs de prendre en main leurs propres mouvements, y compris les grèves, dès lors



DÉBAT ANIMÉ PAR LE NPA À LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE. | MAI 2023 | MILO

« Ceux qui ont participé au mouvement – et, au-delà, bien d'autres travailleurs autour d'eux – ont fait de la politique au véritable sens du mot, en refusant le sort que les classes dirigeantes lui réservent.

qu'ils se mettent à contester le pouvoir du patronat ou de l'État à leur service. Assemblées générales de grévistes, comités de grève démocratiquement élus par les travailleurs eux-mêmes sont des organes ouvriers encore bien trop rares dans les luttes d'aujourd'hui. [...]

3) Un certain enthousiasme nous anime, en toute modestie bien sûr ! Car nous avons la prétention de ne pas bluffer dans la tentative que nous faisons. Nous ne sommes pas en train de proclamer une nouvelle organisation, mais de la construire. [...] Plutôt que chacun des courants qui sont à l'origine de notre NPA [...] se disent « c'est autour de moi que ça se fera » [...], nous disons au contraire : on va fusionner nos courants

pour construire une organisation qui sera plus forte, plus implantée, plus vivante. [...] C'est aussi le melting pot nécessaire aux confrontations politiques, programmatiques et pratiques sans lesquelles aucun parti révolutionnaire ne verra jamais le jour.

L'effervescence sociale inédite que nous venons de connaître vient d'offrir de nouveaux défis à nos organisations révolutionnaires, dans un contexte où toutes recrutent politiquement dans les classes populaires, et particulièrement dans la jeunesse étudiante et prolétarienne. [...] Nous sommes loin encore d'avoir réussi notre pari, on a bien des problèmes à résoudre, mais on est enthousiastes, car on a la prétention de tenter de poser de manière un peu nouvelle la question de l'unité des révolutionnaires dans ce pays. Pas en la proclamant, mais en la tentant. Pas aussi à chaud qu'après Mai 68, quand Lutte ouvrière avait fait sa proposition de parti commun à tous les « gauchistes ». Mais bel et bien avec ce même état d'esprit. Et puisqu'on discutait de « héritage politique », alors disons que nous sommes fiers de nous réclamer également de celui du courant LO de ces années-là.

## Le NPA se déploie... et ça se voit !

Les mois de mai et juin ont vu fleurir de nombreuses initiatives publiques montrant la vitalité et le développement du NPA, de ses comités d'entreprise et de villes, de son secteur jeunes. Des fêtes ont eu lieu à Rouen, Lille, Grenoble et Nanterre. Elles ont toutes été un succès et une occasion, dans un cadre propice aux discussions qui peuvent prendre leur temps, de faire se rencontrer et débattre des jeunes et des moins jeunes, attirés par les idées révolutionnaires et curieux de connaître notre organisation, et pour certains de franchir le pas de la rejoindre. Pour certaines des fédérations, organiser une fête était une première.

Pour d'autres, c'était renouer avec une tradition interrompue par les années Covid et reprendre un contact très chaleureux avec un milieu sympathisant, attaché à l'existence de notre organisation. Des sujets d'actualité, comme le mouvement des retraites ou la riposte nécessaire face à l'extrême droite, ou d'autres plus historiques, comme l'histoire de la musique noire aux États-Unis étaient au programme... Mais aussi de bons repas ou la

danse jusqu'au bout de la nuit.

D'autres groupes révolutionnaires ont participé à ces fêtes (Lutte ouvrière, la Gauche révolutionnaire notamment), et c'est une bonne chose pour avancer dans les discussions autour de la nécessité d'un pôle des révolutionnaires. Des réunions publiques se sont également tenues à Toulouse, Rennes, Metz, Marseille et Paris, où le meeting du lundi 19 juin à la Bellevilloise a réuni 350 jeunes, travailleurs et travailleuses. Des premières tentatives, là aussi réussies pour ces villes, depuis la scission opérée par les camarades qui ont quitté le cinquième congrès en décembre. Et pour Paris, la troisième initiative de ce type de l'année. Il était important d'appeler à nous regrouper et à nous organiser, précisément là, dans la foulée de la séquence intense de mobilisation contre la réforme des retraites, alors que la question de la nécessité de le faire au sein d'une organisation révolutionnaire se pose à une échelle plus large.

MANIFESTATION CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES. | PARIS, 1<sup>ER</sup> MAI 2023 | HERMANN CLICK



# Travail saisonnier, exploitation exacerbée !

Gouvernement et patrons s'inquiètent ! Ils n'arrivent plus à recruter de saisonniers et la situation se détériore chaque année depuis la crise Covid. Le nombre de saisonniers manquant est estimé à 75 000 cet été. Parce que les jeunes « ne veulent plus travailler » comme l'affirme ce restaurateur de l'Hérault dans une interview à 20 minutes<sup>1</sup> ? Ou parce que les jeunes, à raison, refusent de travailler sans un salaire et des conditions de travail décentes ?

## LE TRAVAIL SAISONNIER : ENTRE TRAVAIL INTENSIF ET BAS SALAIRES

L'hôtellerie-restauration connaît le plus fort taux de démission de tous les secteurs d'activité<sup>2</sup>. En cause, les heures supplémentaires non payées, les semaines de 50 heures, les coupures non rémunérées, les congés refusés, le rythme intensif du travail en plein soleil, les abus légaux... Les raisons de manquent pas ! Cela est particulièrement critique l'été, où se joue, notamment dans les stations balnéaires, le chiffre d'affaires annuel de nombreuses entreprises.

## PROFITER DE LA PRÉCARITÉ CROISSANTE... POUR RECRUTER DES SAISONNIERS !

Si le gouvernement précise qu'il faut rendre plus « attractifs » les emplois saisonniers, il ne jouerait pas son rôle de valet de la bourgeoisie s'il contraignait les entreprises à augmenter les salaires et à réduire le temps de travail. Il préfère subventionner les entreprises à hauteur de 10 millions d'euros afin

de les « aider à proposer des formations et ainsi pallier les besoins les plus critiques ». Évidemment, à l'instar du CICE ou d'autres plans de subvention aux entreprises, il n'y aura aucun contrôle de l'utilisation réelle des fonds alloués.

La région Bretagne va, elle, louer entre 300 et 400 chambres d'internat pour les saisonniers, à bas prix ! Avec le patronat quand on aime, on ne compte pas.

François Ruffin, quant à lui, plutôt que de dénoncer les conditions de travail ou la précarité, propose ainsi un « plan d'une simplicité effrayante » : réunir syndicats hôteliers et étudiants pour payer le camping aux étudiants qui pourront ainsi accepter l'exploitation, mais logés et au bord de la mer ! Que demande le peuple ?

Cela répondrait même « à la dépression de la jeunesse française », excusez du peu ! Que le travail puisse être émancipateur, certes ! Mais certainement pas dans ce système d'exploitation capitaliste où, pour l'immense majorité, vendre sa force de travail est une nécessité pour (sur)vivre. Que ce soit au bord de la mer ou non, c'est bien l'inflation, la guerre et

## RECOURS À LA MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE, MAIS SANS RÉGULARISER !

Autre facette du travail saisonnier : la surexploitation d'une main-d'œuvre étrangère. En 2022, la Direction générale des étrangers en France (DGEF) a délivré 22 000 autorisations de travail saisonnier à des étrangers hors Union européenne. Principalement originaires du Maghreb, ils obtiennent un titre de séjour de « travailleur saisonnier » avant d'être renvoyés chez eux après deux mois de travail. Sans connaître leurs droits, risquant le renvoi dans leur pays en cas de protestation, ils servent à combler les besoins du marché.

la crise climatique qui nourrissent les angoisses des jeunes... mais aussi leur colère ! Ce sont surtout les cinq mois de mobilisation contre la réforme des retraites qui ont revigoré les étudiants !

PAR LE BUREAU SECTEUR JEUNE (BSJ) • 19/06/2023

1. 20 Minutes, « Hérault : "Ils ne veulent plus travailler"... La galère des restaurateurs pour trouver des saisonniers », 29 avril 2022. <https://www.20minutes.fr/societe/3279455-20220429-herault-veulent-plus-travailler-galere-restaurateurs-trouver-saisonniers>

2. Dares, « Dans quels secteurs les démissions de CDI augmentent-elles le plus », 3 avril 2022. <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/dans-quels-secteurs-les-de-missions-de-cdi-augmentent-elles-le-plus>

## ÉCOLOGIE Face à l'urgence climatique : il faut une « décennie révolution » !

Le réchauffement climatique s'accélère : d'après l'ONU, les températures moyennes ont augmenté de 0,2 °C dans la dernière décennie. Nous entrons dans une « décennie critique » : la planète brûle, à l'image des méga feux de forêt dont les fumées ont étouffé les poumons de 100 millions de personnes début juin en Amérique du Nord.

## FACE AU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE ET À LA POLLUTION, PAS TOUS ÉGAUX !

« On n'a pas de planète B » : ce slogan, largement repris dans les manifestations écolo, résume la situation. La destruction active de notre écosystème nous touche toutes et tous, mais pas de la même manière : ce sont bien les pauvres qui subissent le plus les décisions de production et de consommation de la bourgeoisie. Comment quitter son habitation située dans une zone atteinte par la montée des eaux quand on n'en a pas les moyens ? Comment se permettre d'arrêter de travailler sur des chantiers ou en extérieur quand les températures atteignent les 35 ou 40 °C, lorsque notre salaire est notre seul gagne-pain ? Sans parler de la double peine, perte de son foyer et harcèlement policier, que connaissent les « migrants climatiques », dont le nombre devrait atteindre les 1,2 milliard en 2050.

Au contraire, la bourgeoisie, pourtant première responsable de la destruction de la planète n'a pas trop de quoi s'en faire : elle a bien les moyens de « s'adapter » au changement climatique !

## LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE : TRANSITION DE NOS REVENUS DANS LES POCHEDES CAPITALISTES

Sous la pression des énormes mani-

festations pour le climat et de la prise de conscience de l'urgence climatique parmi une frange de plus en plus importante de la population, Macron et le reste de la classe politique se sont sentis obligés de proclamer leur détermination à agir et à faire quelques annonces pour la lutte contre le dérèglement climatique. Quand elles n'étaient pas uniquement symboliques, celles-ci ont rapidement pris la forme d'attaques contre la population la plus pauvre (avec par exemple la taxe carbone) et de subventions massives aux grandes entreprises.

Pas de quoi sauver la planète, ni faire peur au grand capital ! Mais c'était déjà trop à leurs yeux : Macron explique maintenant qu'il faut « faire une pause » dans la mise en place de réglementations écologiques en France et en Europe, pour ne pas « effrayer » les investisseurs. En parallèle, la transition écologique sert d'argument massue pour financer allègrement les constructeurs automobiles français sous prétexte de passage à la voiture (individuelle) électrique. Les normes écolos négociées avec les industriels nationaux sont par ailleurs bien pratiques pour armer les capitalistes français contre leurs concurrents chinois ou américains. Bref, la politique « écolo » est conditionnée aux profits des industriels. Et elle nous emmène toutes et tous dans le mur !



MANIFESTATION CONTRE LE PROJET DE LOI SUR LES RETRAITES. | PARIS, DÉCEMBRE 2019 | CORRESPONDANT

## POUR SAUVER NOTRE ÉCOSYSTÈME, ON NE POURRA COMPTER QUE SUR NOUS-MÊMES

Cela ne peut plus durer. Celles et ceux qui manifestent contre la construction d'axes routiers, d'aéroports inutiles ou de mégabassines dangereuses ont bien raison de le faire, n'en déplaise au gouvernement qui les traite, en chœur avec l'extrême droite, « d'éco-terroristes ».

En réitérant les menaces de dissolution contre le mouvement des Soulèvements de la Terre (et d'autres collectifs), Macron et Darmanin cherchent à envoyer un message à tous ceux qui se battent : pas question de remettre en cause les grands projets industriels et la marche tranquille de l'économie capitaliste !

Quant à la gauche, elle ne propose rien d'autre que d'accompagner davantage les capitalistes dans leur « transition », en les gardant encore tout autant, si ce n'est davantage, d'argent public, aux frais des travailleurs.

Les jeunes qui se mobilisent aujourd'hui avec énergie et détermination n'ont rien à attendre des politiciens aux yeux rivés sur les prochaines élections. C'est seulement par des mobilisations massives et par la reprise en main des outils de production par la classe ouvrière, que nous pourrons réorganiser la société selon les besoins des populations et de l'environnement.

PAR LE BSJ • 19/06/2023

**SUIVEZ LE NPA JEUNES ET PRENEZ CONTACT !**

Web [npa-jeunes.org](http://npa-jeunes.org)

Facebook | Twitter | Instagram

@npa\_jeunes

